

Programme de repas scolaires au Kirghizistan

Un cadre commun pour les résultats en Somalie

Yemen : renforcement des capacités pour les traitements vitaux

NUTRITION EXCHANGE



Réseaux parlementaires en Afrique de l'Ouest

Retards de croissance en Indonésie : accroître la sensibilisation au niveau territorial

Mise en place de réseaux SUN dans les états fragiles et touchés par un conflit

Français

Sommaire

3 Éditorial

4 Thèmes mondiaux

- 4 Mettre en lumière les informations pour favoriser l'action sur la nutrition
- 4 Indice du capital humain
- 5 Construire la résilience climatique
- 5 Actions relatives au droit à l'alimentation
- 6 Ne pas gaspiller, pour ne pas manquer
- 6 Quoi de neuf chez ENN ?

8 Articles originaux

- 8 Prévention des retards de croissance en Indonésie : accroître la sensibilisation au niveau territorial
- 10 Collaborons pour la nutrition : les changements au sein des Ministères de l'agriculture et de la santé au Kenya
- 12 Construire des réseaux parlementaires dans le domaine de la nutrition en Afrique de l'Ouest
- 15 Mise en place de réseaux SUN dans les états fragiles et touchés par un conflit
- 18 Renforcer et améliorer la nutrition dans le programme des repas scolaires au Kirghizistan
- 20 Développer un cadre commun pour les résultats concernant la nutrition en Somalie
- 22 Renforcer les capacités territoriales au Yémen dans l'approvisionnement de traitements vitaux
- 24 Coordonner la nutrition au Mali : entretien avec le point focal de SUN
- 26 Mécanismes de coordination de la nutrition : les quoi, pourquoi et comment
- 28 Décennie d'actions des Nations Unies pour la nutrition : le Brésil, l'Équateur, et l'Italie s'engagent

30 Ressources et mises à jour

- 30 Outils en ligne
- 31 Dernières informations du Mouvement SUN : nouvelles directions pour 2019-2020 et au-delà

L'ENN tient à remercier l'UNICEF en l'Afrique de l'Ouest et du Centre au Sénégal, l'UNICEF en Amérique latine, l'Organisation régionale caribéenne de l'UNICEF au Panama et le Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord en Jordanie, d'avoir rendu possibles les versions français, espagnole et arabe de cette publication.

Nous souhaitons également remercier le personnel de l'équipe ENN KM quant à leur contribution à ce numéro, et notamment les spécialistes de la gestion des connaissances régionales Ambarka Youssoufane, Lillian Karanja et Charulatha Banerjee, soutenus par Tui Swinnen et Natalie Sessions (coordonnateur mondial de la gestion des connaissances de l'ENN), ainsi que Jonah Klein (producteur de contenu numérique) et Azaria Morgan (assistant de projet) pour les podcasts NEX.

Première de couverture : Une session de formation pour les mères déplacées nouvellement arrivées dans le camp de Kansale à Dolow; PAM/Kabir Dhanji

Quatrième de couverture : Une jeune fille déplacée à l'intérieur du pays au marché du camp Kabasa IDP de Dolow, Somalie. WFP/Saikat Mojumder



©Save the Children, Myanmar

Qu'est-ce que le programme Nutrition Exchange ?

Nutrition Exchange (NEX) est une publication de l'ENN qui contient des articles courts et faciles à lire sur les expériences et les apprentissages liés à des programmes de nutrition déployés dans des pays sujets aux crises et accusant des niveaux de malnutrition élevés. Les articles rédigés par les acteurs nationaux sont publiés en priorité. *Nutrition Exchange* fournit en outre de l'information sur les directives, les outils et les formations à venir. La publication est disponible en français, anglais, arabe et espagnol.

À quelle fréquence Nutrition Exchange est-il publié ?

Nutrition Exchange est une publication semestrielle disponible en version papier en anglais et en français, et en version électronique en anglais, en français, en arabe et en espagnol.

Comment s'abonner ou soumettre un article ?

Pour vous abonner à *Nutrition Exchange*, visitez www.ennonline.net/nex

Beaucoup de gens sous-estiment la valeur de leurs expériences individuelles et du fait que les partager peut bénéficier à ceux qui travaillent dans des situations similaires. L'ENN vise à grossir les rangs des personnes, des agences et des gouvernements qui fournissent des textes à publier dans *Nutrition Exchange*.

Nombre d'articles que vous voyez dans *Nutrition Exchange* commencent par quelques points que les auteurs nous présentent. L'équipe éditoriale vous aidera à exprimer vos idées sous la forme d'un article qui sera publié.

Pour commencer, il vous suffit d'envoyer vos idées par courriel à Carmel et à Judith (carmel@ennonline.net and Judith.Hodge@ennonline.net). Nous sommes actuellement à la recherche d'articles pour la 12e édition de NEX, alors n'hésitez surtout pas à nous faire signe.

Cette édition de *Nutrition Exchange* a été financée avec le soutien de l'Irlande, du Royaume-Uni ainsi que du gouvernement britannique. Les idées, les opinions et les commentaires présentés ici sont de l'entière responsabilité de l'auteur et ne représentent pas nécessairement ou ne reflètent pas la politique d'aide irlandaise ou les opinions du gouvernement britannique.



Éditorial

Bien que nous n'ayons prévu aucun thème particulier pour NEX11, un point commun (et récurrent) a émergé des articles du pays : comment obtenir une coordination efficace pour la nutrition dans différents contextes, avec différents acteurs et par le biais de mécanismes variés. C'est véritablement une préoccupation primordiale des pays présentés, dont un grand nombre fait partie du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN). Cela fait un certain nombre d'années que la malnutrition a été déclarée « l'affaire de tous et la responsabilité de personne ». Nous pouvons voir dans les articles de ce numéro qu'une réponse plus coordonnée afin de traiter le problème à tous les niveaux, aussi bien international que communautaire, est en train d'émerger.

Le dialogue au niveau national peut être le point de départ afin de consolider la position de la nutrition au sein du programme de développement d'un pays. C'est dans ces pays vivant des crises prolongées que, plus qu'ailleurs, il est essentiel de travailler ensemble. Le rapport 2018 de l'organisation pour l'agriculture et l'alimentation des Nations Unies montre que la famine mondiale a augmenté pour la deuxième année consécutive. Elle est passée de 804 millions de personnes en 2016 à près de 821 millions en 2017, les conflits étant un élément déclencheur clé de cette augmentation. Il existe des exemples de progrès en **Somalie**, avec la récente élaboration d'un cadre commun de résultats pour la nutrition. Il a fallu que des acteurs clés de nombreux secteurs se réunissent afin de créer un plan national de nutrition chiffré. Peu d'exemples positifs ressortent de la situation au **Yemen** pour le moment, mais nous rapportons une collaboration entre certains partenaires locaux qui fournissent des soins vitaux pour les enfants du gouvernorat d'al-Hodeïda.

La prochaine étape est de faire ruisseler les engagements et politiques des hautes sphères jusqu'au niveau en dessous. Ici, les nations et les gouvernements cherchent des exemples d'implantation territoriale réussie de programmes de nutrition. En **Indonésie** les efforts pour accélérer la mise en œuvre d'un programme de nutrition intégré se sont concentrés sur une sorte de « bootcamp » du retard de croissance, afin de prôner une augmentation des dépenses pour la nutrition et les secteurs connexes dans 160 des districts les plus défavorisés.

Les **réseaux du Mouvement SUN**, comme la société civile, les Nations Unies et les entreprises, sont une caractéristique de l'architecture mondiale et domestique du mouvement. L'établissement et le maintien des réseaux SUN dans un contexte exposé aux crises sont détaillés dans un rapport de cartographie du réseau SUN sur 17 pays ciblés par l'ENN. Il montre ce qui est réalisable, ainsi que certains des enjeux particuliers auxquels ces pays sont confrontés.

Le point focal du pays pour SUN est souvent le pivot dans l'architecture de la nutrition rassemblant les réseaux et les parties prenantes. Un entretien avec le point focal SUN du **Mali** explore son rôle ainsi que celui de la cellule de coordination de la

nutrition, établie à la suite de l'adhésion du Mali au Mouvement SUN.

En **Amérique latine** et dans les **Caraïbes** (une région où le nombre de pays SUN est inférieur à d'autres), les mécanismes de coordination en matière de nutrition pourraient constituer un moyen adaptatif d'intensifier les efforts pour lutter contre toutes les formes de malnutrition, pas seulement la nutrition en situation d'urgence. Les nominations intersectorielles et les mécanismes intersectoriels entre les Ministères de la santé et de l'agriculture du Kenya, y compris la création d'un département de l'agronutrition au sein du Ministère de l'agriculture et de groupes de travail techniques conjoints, témoignent des efforts du gouvernement pour harmoniser ses activités selon des lignes multisectorielles et coordonner plus efficacement.

Dans un autre article paru en Afrique de l'Ouest, des entretiens avec des parlementaires au **Tchad** et au **Burkina Faso** soulignent les possibilités d'engager les efforts de plaidoyer de ce groupe d'acteurs. Il décrit comment les parlementaires peuvent offrir un lien direct avec les collectivités en s'engageant auprès de leurs mandants, mais comment les cycles politiques et le roulement du personnel peuvent limiter l'impact et la durabilité des réseaux parlementaires. Faire des progrès dans le domaine de la nutrition n'est pas une « victoire » politique rapide, comme le montrent des initiatives à long terme telles que la **Décennie de l'action pour la nutrition** de l'ONU, dans laquelle des pays comme le Brésil, l'Équateur et l'Italie se sont officiellement engagés.

Enfin, les collectivités sont au cœur des efforts déployés pour renforcer et améliorer l'impact nutritionnel du programme des repas scolaires au **Kirghizistan**. En fin de compte, ce sont ces personnes que tous ceux qui participent à l'amélioration de la nutrition s'efforcent d'atteindre par le biais de politiques et de programmes multisectoriels. Bonne lecture et n'hésitez pas à nous faire part de vos témoignages pour le numéro 12 de *Nutrition Exchange*!



Carmel Dolan, *Co-editor, NEX*
(carmel@ennonline.net)
Judith Hodge, *Co-editor, NEX*
(Judith.Hodge@ennonline.net)

Natalie Sessions, *Global KM co-ordinator*
Charulatha Banerjee (*RKMS Asia*)
Ambarka Youssoufane (*RKMS West Africa*)
Lillian Karanja (*RKMS East Africa*)



À propos d'ENN

ENN permet le réseautage et l'apprentissage dans le domaine de la nutrition afin d'établir la base de connaissances nécessaire pour la programmation en matière de nutrition.

Notre priorité concerne les collectivités en crise et celles où la sous-nutrition est un problème chronique.

Notre travail est guidé par ce dont les professionnels ont besoin pour travailler efficacement.

- Nous recueillons et échangeons les expériences des professionnels par le biais de nos publications et de notre forum en ligne en-net.
- Nous entreprenons des recherches et des examens lorsque les données disponibles sont insuffisantes.
- Nous facilitons les discussions techniques lorsqu'il y a désaccord.
- Nous appuyons le leadership et l'intendance à l'échelle mondiale en matière de nutrition.

Suivez-nous sur:



Mettre en lumière les informations pour favoriser l'action en matière de nutrition



Le *Rapport sur la nutrition mondiale* de 2018 estime que le taux de malnutrition reste inacceptable et que les progrès réalisés jusqu'à présent n'ont tout simplement pas été suffisants. Tous les pays du monde sont touchés, ce qui ralentit le progrès humain partout dans le monde. Cependant il montre aussi que nous n'avons jamais été aussi bien équipés pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes.

Les données présentées dans le rapport sont convaincantes : la malnutrition est responsable de plus de problèmes de santé que toute autre cause. Les enfants de moins de cinq ans sont confrontés à de multiples formes de malnutrition : 150,8 millions souffrent d'un retard de croissance, 50,5 millions d'une émaciation et 38,3 millions d'un surpoids. De plus, la surcharge pondérale et l'obésité chez les adultes sont à des niveaux records, avec 39 % des adultes en surpoids ou obèses, et des taux d'obésité augmentant chez les adolescents.

Pourtant, l'analyse du rapport souligne que des mesures importantes sont prises pour lutter contre la malnutrition. À l'échelle mondiale, les retards de croissance chez les enfants ont diminué et il y a eu une légère diminution chez les femmes présentant une insuffisance pondérale. De nombreux pays sont en bonne voie d'atteindre au moins l'un des objectifs fixés par la communauté mondiale pour suivre les progrès en matière d'état nutritionnel jusqu'en 2025.

Nous avons des raisons d'espérer. La communauté mondiale et les acteurs nationaux n'ont jamais été aussi bien placés pour obtenir des résultats en matière de malnutrition. Les connaissances que nous possédons sur ce qui est nécessaire pour avancer n'ont jamais été aussi étendues et les progrès dans les données nous aident à mieux comprendre la nature du fardeau de la malnutrition. Nous sommes mieux équipés que jamais pour guider et inspirer de véritables changements ainsi que pour améliorer notre capacité à suivre les progrès et à atteindre des objectifs ambitieux.

Le *Rapport sur la nutrition mondiale* de 2018 appelle le monde à saisir d'urgence une fenêtre d'opportunité pour chercher à atteindre l'Objectif de développement durable qui vise à mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030. Le rapport souligne le besoin d'actions urgentes dans cinq domaines :

1. Éliminer les barrières pour lutter contre la malnutrition ;
2. Établir des priorités et investir dans les données nécessaires et dans la capacité pour les utiliser ;
3. Accroître le financement en matière de nutrition — diversifier et innover pour tirer parti des progrès précédents ;
4. Stimuler l'action en faveur d'une alimentation saine — engager les pays à s'attaquer à ce problème universel ; et
5. Adopter et tenir de meilleurs engagements pour mettre fin à la malnutrition — une approche ambitieuse et transformatrice sera nécessaire pour atteindre les objectifs nutritionnels mondiaux.

Le *Rapport sur la nutrition mondiale* est la publication la plus importante au niveau global sur l'état de la malnutrition dans le monde. Il s'agit d'un bilan de la nutrition dans le monde — à l'échelle mondiale, régionale, et pays par pays — et des efforts déployés pour l'améliorer. Il suit les progrès réalisés par rapport aux objectifs nutritionnels mondiaux, allant des maladies non transmissibles liées à l'alimentation à la nutrition maternelle, infantile et juvénile.

Il s'agit d'une initiative multipartite, régie par un groupe de parties prenantes composé de membres du gouvernement, des donateurs, de la société civile, d'organisations multilatérales et du secteur privé. Le contenu du rapport est élaboré par un groupe d'experts indépendants composé d'une vingtaine de personnes responsables de l'objectivité, de la rigueur, du contenu et de la qualité du rapport.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur <https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/>

Indice du capital humain

La Banque mondiale définit le capital humain comme suit : « les connaissances, les compétences et la santé que les gens accumulent tout au long de leur vie, ce qui leur permet de réaliser leur potentiel en tant que membres productifs de la société. Nous pouvons mettre fin à l'extrême pauvreté et créer des sociétés plus inclusives en développant le capital humain. Il faut pour cela investir dans les ressources humaines par le biais de la nutrition, des soins de santé, d'une éducation de qualité, d'emplois et de compétences. » L'indice du capital humain récemment lancé vise à quantifier la contribution de la nutrition/santé et de l'éducation à la productivité de la prochaine génération, et

comprend un indicateur de croissance saine (retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans) comme l'un de ses cinq indicateurs. (Les quatre autres indicateurs sont la survie de l'enfant, la scolarisation, la qualité de l'apprentissage et la survie de l'adulte). En utilisant cet indice, les pays peuvent calculer le montant des revenus qu'ils perdent en raison des déficits en matière de capital humain, ainsi que les investissements nécessaires pour être compétitifs dans le cadre de l'économie mondiale.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.worldbank.org/en/publication/human-capital

Construire la résilience climatique

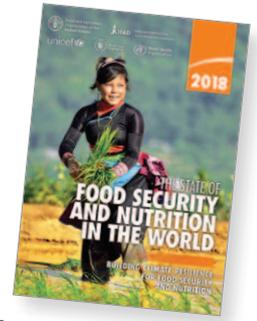
Le rapport annuel de la FAO, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition* pour 2018, met en lumière l'une des problématiques les plus importantes auxquelles le monde est actuellement confronté, à savoir le changement climatique. Les analyses récentes montrent qu'après une longue période de recul, la faim dans le monde a augmenté pour la deuxième année consécutive. Le nombre de personnes souffrant de la faim est passé de 804 millions en 2016 à presque 821 millions (une personne sur 9 dans le monde) en 2017. Même si les conflits et la violence dans de nombreuses régions du monde continuent d'avoir un effet sur la faim dans le monde, ce rapport met également l'accent sur la menace que représentent pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle la variabilité climatique et l'exposition à des extrêmes climatiques plus fréquents et intenses. C'est parmi les populations dont la subsistance dépend principalement de l'agriculture et dans les pays où les activités agricoles sont sensibles aux précipitations, à la variabilité des températures et à de graves sécheresses que la faim est la plus importante.

Les gouvernements nationaux et les autorités locales ont du mal à trouver les mesures qui permettraient d'empêcher et de réduire les risques et de faire face aux effets de la variabilité

accrue du climat. Ces difficultés concernent notamment la répartition des rôles entre les différents ministères, le cloisonnement des approches et des actions, les contraintes d'adaptation et de gestion des risques, et le manque de capacités et de données techniques.

Les politiques et programmes efficaces en matière de résilience au changement climatique comprennent des facteurs transversaux qui affectent l'ensemble des moyens de subsistance et du système alimentaire, notamment : l'évaluation des risques climatiques ; un financement fiable, pluriannuel et à grande échelle pour accroître les investissements résistants au climat dans l'agriculture (y compris les sous-secteurs des cultures, du bétail, de la pêche, de l'aquaculture et des forêts), la sécurité alimentaire et la nutrition ; des outils tels que la surveillance des risques et les systèmes d'alerte rapide ; des plans de préparation et d'intervention en cas d'urgence ; des mesures de réduction de la vulnérabilité, une protection sociale réactive et un renforcement des structures de gouvernance des liens environnement-nourriture-santé.

L'intégralité du rapport est disponible sur www.fao.org/3/I9553EN/I9553en.pdf



Actions relatives au droit à l'alimentation

Le droit à l'alimentation est sans doute le droit humain le plus fréquemment violé dans le monde. Des centaines de millions de personnes (les estimations pour 2017 s'élèvent à 821 millions) n'ont pas accès, physiquement ou économiquement, à des quantités suffisantes d'aliments sains et nutritifs. De nombreuses personnes ne parviennent pas à avoir un revenu suffisant pour acheter de la nourriture pour leur famille ni à obtenir les droits et l'accès aux ressources — eau, terre, semences, biodiversité — nécessaires à la production de nourriture. Les causes premières de faim et de malnutrition sont liées à la race, la classe sociale, le genre et l'accès aux ressources, ainsi qu'à l'influence croissante des grandes entreprises à tous les niveaux. Les personnes qui cherchent à défendre leur propre droit à l'alimentation ainsi que celui de leur collectivité ou de leur peuple sont souvent confrontées à des persécutions.

Les *Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* (Directives RTF) ont joué un rôle essentiel dans l'établissement d'un consensus sur la mise en œuvre du droit à l'alimentation depuis leur adoption par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2004. Au cours des années suivantes, les Directives RTF ont été utilisées pour créer des boîtes à outils et des lignes directrices afin d'aider les États à les mettre en œuvre au niveau national. Certains pays (Kenya, Mexique, Népal, Bolivie, Égypte, Équateur et autres) ont inscrit le droit à l'alimentation ou la souveraineté alimentaire dans leur constitution, donné des directives aux décideurs politiques et fourni aux personnes dont le droit à l'alimentation est violé une opportunité d'obtenir gain de cause. Cependant, les droits de l'homme sont de plus en plus menacés en raison de la percée de gouvernements autoritaires et de forces nationalistes dans le monde entier, ainsi que de la perte d'influence du secteur public en matière d'élaboration des politiques, au profit des intérêts du secteur privé.



Le défi demeure d'utiliser des processus participatifs pour transformer le droit à l'alimentation en actions concrètes dans le monde entier. Un rapport indépendant issu de la société civile étudie l'utilisation et la mise en œuvre des Directives RTF, sur la base de consultations avec des mouvements sociaux, des peuples autochtones, de petits producteurs alimentaires et d'autres organisations de la société civile. Une attention particulière est portée aux droits des femmes et des jeunes filles autochtones, reconnus comme centraux pour la réduction de la pauvreté, et pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.csm4cfs.org/wpcontent/uploads/2018/10/EN-CSM-LR-2018-compressed.pdf

Ne pas gaspiller, pour ne pas manquer

Chaque année, plus de la moitié de la production mondiale de fruits et légumes est perdue ou gaspillée, selon une note politique du Groupe d'experts mondial sur l'agriculture et les systèmes alimentaires pour la nutrition (GLOPAN). Plus du tiers de la nourriture que nous produisons n'atteint jamais l'assiette du consommateur (y compris 25 % de toute la production de viande). De plus, les graines, les fruits à coque, les produits laitiers et les produits de la mer sont hautement périssables et susceptibles de subir des pertes tout au long du système alimentaire.

Dans les pays à faible revenu, les pertes interviennent essentiellement au stade de la récolte, du stockage, de la transformation et du transport, alors que dans les pays à haut revenu, le gaspillage se produit au niveau de la vente au détail et du consommateur. Ces pertes ont un impact direct sur la

quantité de calories et de nutriments disponibles pour la consommation. Par exemple, l'agriculture mondiale produit un excès d'environ 22 % de vitamine A par rapport aux besoins mondiaux, mais après les pertes et le gaspillage, la quantité disponible pour la consommation humaine est de 11 % inférieure aux besoins. On estime que les actions politiques relatives au système alimentaire global devraient, entre autres : éduquer les parties prenantes ; se focaliser sur les denrées périssables ; améliorer les infrastructures publiques et privées ; encourager l'innovation ; combler les lacunes en matière de données et de connaissances sur les pertes et le gaspillage alimentaires.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.glopan.org/foodwaste



Quoi de neuf chez ENN ?

Alimentation des adolescents

Créé en décembre 2017, le groupe d'intérêt sur les adolescents dirigé par l'ENN est un

réseau informel de chercheurs et de praticiens concernés. Dans le cadre du regain d'attention entourant les adolescents, l'objectif de ce groupe est de créer un espace où les parties intéressées peuvent partager leur expérience, diffuser leurs recherches et autres développements, et définir de futurs domaines de collaboration. Les personnes souhaitant rejoindre le groupe doivent contacter Emily Mates emily@enonline.net.

L'ENN a créé dans en-net une zone thématique relative à la nutrition de l'adolescent. Plusieurs membres du groupe d'intérêt agissent en tant que « modérateurs experts » et répondent aux questions ou bien donnent des informations dans tous les domaines de la nutrition de l'adolescent. www.en-net.org/forum/29.aspx

ENN soutient le Groupe mondial de la nutrition (GNC).

Le GNC a tenu sa réunion annuelle de trois jours à Amman (Jordanie) en octobre 2018, avec plus de 100 participants. Lors d'un événement spécial d'une journée, des présentations des délégations nationales du Yémen et du Soudan ont souligné les défis de la nutrition dans ces deux pays.

L'ENN a apporté son soutien à la réunion en élaborant des documents d'information et des présentations pour l'événement parallèle ainsi que des exposés par pays pour la réunion principale en Somalie (critères élargis pour le traitement de la malnutrition aigüe), au Yémen (alimentation du nourrisson et du jeune enfant), au Soudan du Sud (évaluation), au Bangladesh (préparation et expériences sur le continuum de soins en malnutrition aigüe à Cox's Bazar), au Kenya (renforcement des interventions à fort impact en nutrition) et au Niger (développement humanitaire). Des rapports de réunions, des présentations sur PowerPoint et des résultats de travail de groupe sont disponibles sur : nutritioncluster.net/what-we-do/events/

Field Exchange (FEX)

Field Exchange 59 sera publié en janvier 2019. FEX 60, prévu

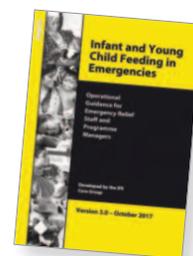
pour mai 2019, sera un numéro spécial sur le continuum des soins de la malnutrition aigüe. Rendez-vous sur : www.enonline.net/fex

Le croisement des secteurs humanitaire et du développement

Le travail de l'ENN sur le croisement des secteurs humanitaire et du développement a impliqué une deuxième étude de cas entreprise en Somalie vers la fin 2018. Pendant une semaine, les directeurs techniques de l'ENN ont travaillé à Mogadiscio et à Dollow en collaboration avec le Coordinateur du groupe sur la nutrition. Ils ont rencontré le gouvernement, les partenaires de développement et les agences nationales responsables de l'intervention humanitaire à grande échelle qui est en cours et des efforts de renforcement de résilience à plus long terme. Un blog de cette visite est disponible sur : www.enonline.net/mediahub/blog/somaliablog. Une étude de cas complète est disponible sur : <https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/>

Alimentation des nourrissons et des jeunes enfants dans les situations d'urgence (ANJE-U)

L'ENN coordonne une collaboration interorganisations sur l'Alimentation des nourrissons et des jeunes enfants appelée Groupe central ANJE. Son objectif est d'élaborer des conseils et des ressources dans le but de promouvoir une intervention appropriée et opportune. Le Groupe central ANJE est en train d'élaborer une structure d'adhésion et des méthodes de travail qui seront diffusées début 2019.



Les Directives opérationnelles sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants dans les situations d'urgence (ANJE-U), élaborées par le Groupe central ANJE, sont maintenant disponibles en anglais et en français. D'autres versions seront réalisées et disponibles début 2019 dans les langues suivantes : arabe, espagnol, swahili bahasa, bangla, hindi et portugais. (www.enonline.net/resources/operationalguidanceev32017)

Suite à une collaboration entre l'ENN, l'UNICEF et l'OMS dont l'objectif était de mettre en pratique les directives normatives dans les situations humanitaires, l'OMS a publié des directives sur le VIH et l'alimentation des nourrissons dans les situations d'urgence, *Le VIH et l'alimentation des nourrissons dans les situations d'urgence : directives opérationnelles*. Genève : Organisation mondiale de la Santé 2018. www.who.int/nutrition/publications/hiv-aids/hiv-if-emergencies-guidance/en

Dans le cadre d'un financement de l'USAID/OFDA, l'ENN va entreprendre dans les mois à venir un examen de l'alimentation complémentaire dans les situations d'urgence. Pour plus d'informations, rendez-vous sur : www.enonline.net/ifecoregroup

Gestion des mères et des nourrissons de moins de six mois à risque (MAMI)

La version 2 d'un outil en matière de MAMI au niveau communautaire est désormais disponible en ligne : www.enonline.net/c-mami L'outil a été intégré au sein des ressources de formation mises à jour FANTA CMAM, également disponibles. Des informations supplémentaires sur ces ressources, ainsi que des recherches et expériences concernant la MAMI, ont été publiées dans une section spéciale de *Field Exchange 58*, disponible en ligne sur : www.enonline.net/fex58/mamispecialsection

L'ENN est coauteur de plusieurs documents relatifs à la MAMI qui ont été publiés :

- Arafat Y, Islam MM, Connell N, Mothabbir G, McGrath M, Berkley JA, Ahmed T, Kerac M (2018). *Perceptions of Acute Malnutrition and its Management in Infants Under 6 Months of Age: A Qualitative Study in Rural Bangladesh*. Clinical Medicine Insights: Pediatrics, Volume 12: 1–10 2018. researchonline.lshtm.ac.uk/4647776/1/Perceptionsof-Acute-Malnutrition-and-Its-Management-in-Infants-Under-6-Months-of-Age.pdf
- Islam MM, Arafat Y, Connell N, Mothabbir G, McGrath M, Berkley JA, Ahmed T, Kerac M (2018). *Severe malnutrition in infants aged <6 months – Outcomes and risk factors in Bangladesh: A prospective cohort study*. Matern Child Nutr. 2018; e12642. doi.org/10.1111/mcn.12642
- Kerac M, Frison S, Connell N, Page B, McGrath, M. *Informing the management of acute malnutrition in infants aged under 6 months (MAMI): risk factor analysis using nationally representative demographic & health survey secondary data*. Peer J.: www.enonline.net/ourwork/research/mami

SUN en-net

Le forum de SUN sur en-net, www.en-net.org/forum/26.aspx, est un espace pour tous ceux qui sont engagés au sein du Mouvement SUN, y compris les représentants des ministères et du gouvernement national, les représentants de la société civile qui travaillent au niveau infranational et les représentants des partenaires du réseau global. Ceux-ci sont invités à lancer des discussions, poser des questions et participer à des débats, ainsi qu'à partager des informations au sujet des procédures et des initiatives de SUN.

Le forum est soutenu par des modérateurs techniques qui sont disponibles pour contribuer aux discussions et guider les gens vers les ressources dont ils ont besoin. Lynette Neufeld de GAIN et SanSan Myint de UN REACH sont les modérateurs actuels.

Les discussions récentes ont compris la façon de calculer et de comprendre le taux moyen annuel de réduction du retard de croissance (AARR), des conseils sur l'élaboration d'une feuille de route et de stratégies pour une Alliance nationale de la

société civile, les pays ayant des systèmes d'information efficaces en matière de nutrition ainsi que les caractéristiques d'un bon modèle.

En plus du forum dédié aux discussions SUN, les participants peuvent avoir accès aux 19 autres zones du forum en-net (www.en-net.org), qui couvrent des sujets techniques sur la nutrition, y compris l'évaluation, la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë, la programmation multisectorielle en matière de nutrition, la nutrition des adolescents, et la prévention et gestion du retard de croissance.

La participation de toute personne travaillant dans le domaine de la nutrition est la bienvenue. Si vous avez des questions ou cherchez des conseils sur quoi que ce soit, rendez-vous sur www.en-net.org, et utilisez la fonction « Submit a new question » (soumettre une nouvelle question).

Gestion des connaissances du SUN

L'équipe de l'ENN travaille sur l'élaboration d'études de cas examinant le programme multisectoriel de nutrition au Niger, en Éthiopie et au Bangladesh. Ce travail se concentre sur la récolte des données autour de la méthode « communes de convergence » au Niger, sur la déclaration de Seqota en Éthiopie et sur le Plan national d'action sur la nutrition II au Bangladesh. Le travail sur le terrain au Niger et en Éthiopie a été mené en octobre et novembre 2018 et le rapport sera prêt en mars/avril 2019. Les séries de vidéo résumant les leçons tirées du premier groupe d'études de cas du MSP sont maintenant finalisées et incluent une mise à jour en provenance du Sénégal :

www.enonline.net/mediahub/video/senegalmsp

Le travail s'est également concentré sur la cartographie des réseaux SUN au sein des projets SUN de l'ENN dans les pays cibles, rendant compte des expériences et des bonnes pratiques au sein des réseaux. (Voir l'article à la page 15 de ce numéro)

Prévenir l'émaciation

L'ENN travaille sur un exercice qui vise à établir les priorités de recherche pour DFID (Département pour le développement international) au Royaume-Uni via le projet MQSUN+ qui traite de la question importante de la prévention de l'émaciation. Un document bref qui fournit des informations sur l'importance de cet exercice et de la méthode de l'ENN est disponible ici : www.enonline.net/chnriwastingprevention

WaSt

Le travail de l'ENN sur les relations entre l'émaciation et le retard de croissance de l'enfant (WaSt) a mené à la publication de deux nouveaux articles vers fin 2018. Ces articles sont :

- Improving screening for malnourished children at high risk of death: A study of children aged 6-59 months in rural Senegal https://www.enonline.net/attachments/3033/Improving_screening_for_malnourished_children_at_h.pdf
- Concurrent wasting & stunting among boys and girls aged 6-59 months in Niakhar, Senegal <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/mcn.12736>

Chacun de ces articles nous fournit un complément d'informations et de preuves pour une compréhension accrue des relations et des moyens nous permettant d'identifier les enfants qui présentent un risque élevé de mortalité. Des travaux supplémentaires seront entrepris dans ce domaine. Pour plus de renseignements et de mises à jour : www.enonline.net/resources/search?tag=34





Prévention des retards de croissance en Indonésie : accroître la sensibilisation au niveau territorial



(De gauche à droite) **Akim Dharmawan** (Docteur) est le responsable du secrétariat du Mouvement SUN au Ministère national du développement et de la planification (Bappenas) en Indonésie. Il a travaillé comme nutritionniste et médecin dans la santé publique pendant plus de 15 ans. Son expérience couvre la préparation et gestion de programme, les interventions visant à changer les comportements, ainsi que le développement, la gestion et l'évaluation des milieux communautaires.

Pungkas Bahjuri Ali (Docteur) est le Directeur de la santé publique et de la nutrition au Ministère national du développement et de la planification (Bappenas), ainsi que secrétaire de l'équipe technique du Mouvement SUN en Indonésie. Il travaille de près avec les gouvernements nationaux ainsi qu'infranationaux dans la mise en œuvre des programmes de santé et de nutrition.

Dr Entos Zainal est le Directeur adjoint pour le renforcement communautaire et la nutrition publique au Ministère national du développement et de la planification (Bappenas). C'est un expert en préparation et mise en œuvre des programmes de santé publique et nutrition.

Ardhianti a une maîtrise en santé publique et fait partie de l'équipe responsable de la préparation et de la coordination technique du mouvement communautaire Healthy Lifestyle ainsi que d'interventions de nutrition visant à accélérer la réduction des retards de croissance.

Evi Nurhidayati travaille comme assistant de programme au Secrétariat du Mouvement SUN d'Indonésie à l'agence de la préparation du développement national depuis 2016.

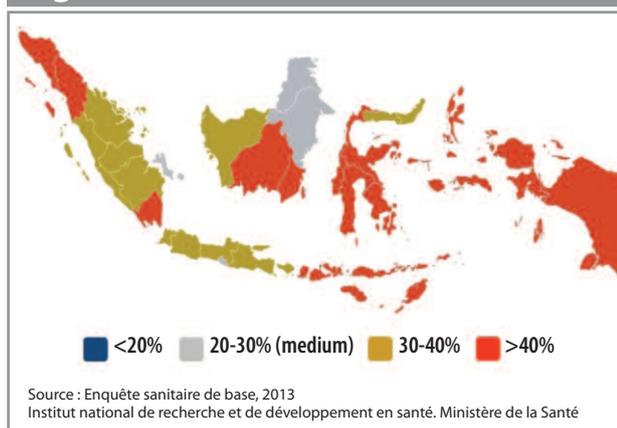
Nur Akbar Bahar travaille comme assistante de programme au Secrétariat du Mouvement SUN d'Indonésie à l'agence de préparation du développement national depuis 2016.

Introduction

L'Indonésie est un pays à revenu moyen inférieur et l'économie la plus vaste d'Asie du Sud-Est¹. Une croissance économique rapide au cours des dix dernières années combinée à des investissements du gouvernement dans le développement social a permis de réduire de moitié le taux de pauvreté du pays depuis 1999, atteignant les 10,9 % en 2016¹. Cependant, les bénéfices de la croissance économique ne sont pas en phase avec l'amélioration des indicateurs sociaux et de santé, et 36 % des enfants de moins de cinq ans (EM5) souffrent d'un retard de croissance (taille inférieure pour leur âge), tandis que 14 % d'entre eux sont touchés d'émaciation (poids inférieur pour leur taille)².

La prévalence du retard de croissance au niveau national (qui affecte près de 9 millions d'enfants de moins de cinq ans) a lentement diminué dans les dix dernières années. Cependant, sa réduction est inférieure aux attentes en la matière (le retard atteignait 40 % des EM5 en 2007 et 37,2 % en 2013)³. Bien que la fréquence du retard soit la même dans les 34 provinces d'Indonésie, la province de Nusa Tenggara Timur à l'est connaît un retard de 70 %, quand la province de Jambi est celle avec le taux le plus bas à 37,9 %³. Les enfants touchés par un retard de croissance se trouvent dans les populations rurales tout comme dans les populations urbaines (respectivement 42,1 % et 32,5 %)³. De plus, presque un tiers des EM5 parmi les foyers les plus aisés souffrent de retard de croissance (29 %), ce qui laisse à penser que le retard de croissance n'est pas lourdement influencé par la localisation ou le statut économique.³

Figure 1 Répartition géographique de la prévalence du retard de croissance en Indonésie



Coordination des efforts autour du retard de croissance

Pendant de nombreuses années, les efforts de prévention du retard de croissance n'ont pas été mis en œuvre efficacement, d'abord parce que la nutrition était seulement associée au secteur de la santé (Ministère de la santé) et aux interventions spécifiques pour la nutrition. On estime que l'échec de l'Indonésie dans la prise en charge de la malnutrition coûterait à l'économie du pays entre 17,5 et 26 millions de dollars américains (260 à 390 milliards de Rupies

¹ www.worldbank.org/en/country/indonesia/overview

² <https://globalnutritionreport.org/nutrition-profiles/asia/south-eastern-asia/indonesia/>

³ Basic Health Survey (Riskedas) 2013, Ministère de la santé, République d'Indonésie

indonésiennes) par an de Produit intérieur brut (PIB). Les interventions spécifiques et sensibles à la nutrition ne semblent pas complètement coordonnées à tous les niveaux en matière de préparation, budgétisation, mise en œuvre, contrôle et évaluation, ce qui a été reconnu comme un obstacle majeur dans la prévention du retard de croissance. De plus, le manque de capacités locales dans les districts, les sous-districts et les villages constitue une source de difficulté qui reste à surmonter.

Après avoir reconnu le besoin de mettre fin au retard de croissance, le pays a lancé une stratégie nationale appelée Interventions intégrées en matière de nutrition (INI) visant à réduire et à prévenir le retard de croissance en août 2017. Aucune des activités des INI n'est « nouvelle », mais la stratégie (soutenue par le Président Joko Widodo) propose des directives pour que les acteurs aux niveaux national et infranational puissent accélérer la prévention et la réduction du retard de croissance. Les INI consistent en cinq domaines clés : 1) Engagement et visibilité de la part des membres les plus importants de l'État ; 2) Une campagne nationale axée sur le changement des comportements ; 3) Convergence, coordination et consolidation ; 4) Politique de sécurité alimentaire, et 5) Suivi et évaluation.

Afin d'améliorer la qualité des interventions multisectorielles (telles que celles impliquant l'agriculture, l'éducation et la protection sociale), un plan de vision géographique a été conçu pour créer une prise de conscience et l'engagement pour les INI dans 100 régions (parmi les 514 régions d'Indonésie) dans 34 provinces en 2018. Le choix des régions se base sur plusieurs critères, dont le nombre d'EM5, la prévalence des retards de croissance et de l'émaciation chez les EM5, ainsi que la prévalence de pauvreté. Il est prévu d'étendre le périmètre d'action à 160 régions de plus en 2019.

Renforcer l'action infranationale

Le premier domaine clé des INI a pour objectif le renforcement de l'engagement et des capacités des gouvernements locaux. Un événement de National Rembuk Stunting (un genre de « stage intensif » ou de sommet contre le retard de croissance) a eu lieu en novembre 2017 à Jakarta avec la participation active de huit régions. Dix-neuf ministères/institutions du gouvernement se sont rassemblés pour l'événement, incluant des partenaires de développement, des organisations de la société civile, académiques et professionnelles, ainsi que les médias. Celui-ci s'est concentré sur la transmission des meilleures pratiques aux niveaux mondial et national, ainsi que sur les expériences faites par les villages sur les façons de renforcer la coordination entre le gouvernement national et les autorités locales pour permettre une meilleure efficacité du programme. Un atelier avec les leaders principaux des régions afin de développer un plan d'action adapté. Les deuxième et troisième événements de National Rembuk Stunting se sont tenus à Jakarta en mars 2018. Au total, 26 régions y ont participé (13 régions à chaque événement).

Plateforme pour les événements au niveau régional

Rembuk Stunting propose une nouvelle plateforme (à laquelle le réseau du Mouvement SUN a également été invité) de partage d'informations et d'apprentissage entre le gouvernement national et les autorités locales, axée sur la préparation et la budgétisation des INI. Les événements nationaux de Rembuk Stunting ont été suivis par des événements similaires au niveau des provinces et des régions, financés par le budget du gouvernement ainsi que des partenaires/donateurs pour le développement. À ce jour, cinq

régions sur les 34 ayant participé aux événements nationaux ont organisé un Rembuk Stunting au niveau de la région et/ou des villages. Les membres du secteur privé local, du secteur académique local, des organisations professionnelles et de la société civile y ont participé. Tous ont contribué aux discussions sur la réduction et la prévention du retard de croissance au niveau de la région/des villages.

Bappenas, avec le soutien de la Banque mondiale, a développé un programme de Rembuk Stunting contenant les directives d'animation, incluant le retard de croissance ainsi que d'autres données en lien avec la santé pour chaque région afin d'ouvrir les discussions parmi les leaders des régions, un plan de travail avec un agenda des activités dans le temps, ainsi qu'un tableau de bord sur la santé et la nutrition. Le gouvernement du district a appris comment utiliser et analyser les données de santé et de nutrition, développer des recommandations en se servant d'une approche basée sur des données validées, sur des actions prioritaires et décisives basées sur l'analyse de problèmes locaux, et comment s'assurer d'avoir un financement adéquat pour la mise en œuvre des actions prioritaires choisies. Les villages ont été encouragés à utiliser les subventions de village (en provenance du gouvernement central) afin de réduire le retard de croissance en investissant dans des infrastructures, telles que les centres de santé et les équipements sanitaires et d'eau. Il existe également des rapports du Ministère pour les villages qui montrent que les activités relatives à la santé et à la nutrition sont en hausse au sein des districts clés.

Faire face aux enjeux

Il a été constaté que les différences de capacités entre les districts doivent être évaluées de manière adéquate, avec une session de suivi de la planification au niveau du district menée par le gouvernement central ou provincial à la suite d'un événement du Rembuk Stunting. Une inclusion plus vaste des universités et experts locaux est également requise afin de fournir des conseils techniques pour les gouvernements de district. Coordonner le travail avec les gouvernements au niveau infranational est un défi à cause du manque de personnel et d'une charge de travail importante à ce niveau. Choisir un point focal pour chaque Dina (organisations du gouvernement au niveau infranational pour la santé, l'éducation, le développement du village, les travaux publics et l'aménagement, etc.) et établir/convenir des réunions régulières sont essentiels pour garantir la participation de tous. Finalement, des outils de plaidoyer et une stratégie de communication doivent être développés pour garantir la durabilité de l'engagement. En outre, des règlements gouvernementaux/municipaux spécifiques doivent être élaborés pour justifier et soutenir la mise en œuvre des Interventions intégrées pour la nutrition (INI).

Enseignements à tirer et prochaines étapes

Rembuk Stunting s'avère être un outil de plaidoyer très effectif pour les leaders du gouvernement au niveau infranational, et il a déjà fourni des opportunités d'apprentissage direct lors des visites sur le terrain entre les districts prioritaires pour permettre une reconnaissance accrue de l'INI. En outre, les capacités ont été renforcées au niveau infranational grâce à l'amélioration des connaissances et des aptitudes en matière de planification, de coordination et de suivi de l'INI. Les 34 districts initialement ciblés ont désormais élaboré des plans d'action. D'autres manifestations du Rembuk Stunting sont prévues afin de couvrir les districts prioritaires restants, et le cadre de suivi et d'évaluation (y compris des visites dans chaque village) est en cours de finalisation pour permettre le compte-rendu des progrès.



Veronica Kirogo



Jane Wambugu

Collaborer pour la nutrition : les changements au sein des Ministères de la santé et de l'agriculture au Kenya



Lillian Karanja de l'ENN a interviewé Veronica Kirogo, directrice adjointe des services de nutrition et de diététique et responsable de l'unité de nutrition et de diététique au sein du Ministère de la Santé, et Jane Wambugu, directrice adjointe de l'agriculture et chef du département agro-nutrition du Ministère de l'Agriculture, à propos de leur points de vue sur la manière de rapprocher la nutrition et l'agriculture.

Introduction

Le gouvernement du Kenya s'engage à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, un droit fondamental inscrit dans la constitution du pays. Les efforts visant à renforcer les liens entre l'agriculture et la nutrition sont évidents dans les diverses politiques et stratégies ainsi que dans la réorganisation des unités de nutrition au sein du Ministère de la santé et du Ministère de l'agriculture. La nomination au Ministère de la santé d'un responsable de la nutrition ayant de l'expérience en agriculture, et la conversion du département de l'économie domestique en département de l'agronutrition au sein du Ministère de l'agriculture confirment cet engagement. Un an après le lancement de cette idée, qu'en est-il de la collaboration entre ces deux secteurs ?

1. Nous constatons une attention accrue sur la nutrition au sein du Ministère de l'agriculture. Pouvez-vous expliquer comment cela a pu se produire lorsque vous étiez en fonction ?

Veronica (Ministère de la santé) : J'ai été chargée de l'unité d'alimentation et de nutrition du Ministère de l'agriculture pendant cinq ans, et plus tard du département de l'économie domestique, maintenant appelé département de l'agronutrition. Ce dernier est une branche au niveau politique. Cela impliquait de travailler avec le Ministère de la santé, mais nous avons alors remarqué l'absence de liens entre l'agriculture et la nutrition. Un groupe technique de travail sur les liens entre l'alimentation et la nutrition a donc été créé et chargé de les recenser. Ce travail est la responsabilité du Ministère de la santé, mais est présidé par le Ministère de l'agriculture. Ce groupe technique de travail joue un rôle important dans l'élaboration, par le Ministère de l'agriculture, de stratégies axées sur la nutrition. Cela inclut l'élaboration de tableaux de composition des aliments, qui ont été copubliés afin d'informer les domaines des programmes clés concernant les deux ministères. Nous avons également produit les Recettes alimentaires du Kenya, qui analysent et calculent la valeur nutritionnelle des aliments locaux afin d'aider les ménages et les collectivités à prendre des décisions éclairées sur la préparation des aliments.

La Politique de sécurité alimentaire [lancée en 2012] a également été un élément clé, garantissant que la discussion ne se limite pas à la production alimentaire et l'accès à l'alimentation au sein du Ministère de l'agriculture, mais

considère également la diversité alimentaire et l'amélioration globale des nutriments. L'élaboration du cadre de mise en œuvre de la politique a été finalisée en 2018.

2. Parlez-nous des changements récemment entrepris au sein du Ministère de l'agriculture pour améliorer la nutrition. Pourquoi étaient-ils nécessaires et quels sont les résultats attendus ?

Jane (Ministère de l'agriculture) : On l'appelle maintenant le département de l'agronutrition, une transition et une évolution de l'ancien département de l'économie domestique qui ne prenait en considération que la consommation au sein des ménages. Avec l'agronutrition, chaque étape de la chaîne de valeur agricole est prise en compte, de la production à la consommation alimentaire du ménage. L'implication la plus importante [de ce changement] se ressent d'abord au sein du ministère lui-même. Une transition vers l'agronutrition signifie une évolution de la branche de la nutrition vers une position pouvant influencer les considérations en matière de nutrition au sein des cinq départements du Ministère de l'agriculture : pêche, élevage, recherche, irrigation et culture. Cela présente également des implications au niveau du financement, car nous serons en mesure de positionner l'agronutrition en tant que projet, entraînant ainsi l'obtention de ressources cruciales pour l'intégration de la nutrition dans la chaîne de valeur des cinq départements du Ministère de l'agriculture. Cependant, les nutritionnistes se trouvent actuellement seulement au Département des cultures, dans le cadre du programme de l'économie domestique. C'est pourquoi celui-ci a été renommé département de l'agronutrition afin de nous permettre d'atteindre les autres départements. Jusqu'ici, nous avons pu sensibiliser certains départements, notamment l'élevage et la pêche, où nous avons déjà implanté des administrateurs.

3. Quels sont les principales politiques ou principaux cadres sur lesquels s'alignent les deux ministères au sujet de la nutrition ?

Veronica : Le document politique clé qui guide la nutrition est la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit du plan du gouvernement en termes d'engagement et de stratégies visant la nutrition. Le Plan national d'action pour la nutrition est le cadre actuel de mise en œuvre de la composante nutrition au sein de cette politique. Le plan d'action n'est pas seulement élaboré par le Ministère de la santé, mais également par d'autres ministères sectoriels (éducation, agriculture,

décentralisation, travail et protection sociale), créant ainsi des environnements favorables pour la nutrition. Grâce au groupe technique de travail sur les liens entre l'alimentation et la nutrition, les deux ministères ont collaboré pour le développement de stratégies telles que les Directives nationales pour une alimentation saine et l'activité physique, les Tableaux de composition des aliments au Kenya et les Recettes alimentaires du Kenya.

4. Cet alignement plus étroit de l'un sur l'autre signifie-t-il que les programmes sur le terrain vont converger ou devenir plus intégrés? Veuillez aussi nous décrire votre façon de travailler avec les comtés pour les aider à mettre en œuvre des programmes de nutrition.

Veronica: Un exemple récent est l'initiative de mélange de farine dirigée par le Ministère de l'agriculture avec l'unité Nutrition et diététique [du Ministère de la santé], qui joue un rôle consultatif sur la valeur nutritive du mélange de farine. Nous travaillons ensemble à élaborer des normes pour les mélanges de farine et à mettre en œuvre cette initiative.

Sachant que la santé et l'agriculture sont des fonctions déléguées par l'État, notre mandat au niveau national est d'élaborer des politiques, de renforcer les capacités des comtés et de fournir une assistance technique si nécessaire. Au niveau national, nous avons élaboré plusieurs politiques et stratégies, mais en consultation avec les comtés, car c'est là que la mise en œuvre a lieu. Après avoir lancé une stratégie [par exemple l'hygiène alimentaire et l'exercice physique], nous ne voulons pas qu'elle reste au niveau national. Nous mobilisons, pour ce faire, des ressources pour accompagner le lancement national d'une propagation au niveau des comtés. En ce qui concerne le renforcement des capacités, nous effectuons une évaluation des capacités pour cerner les lacunes et une fois les lacunes recensées, en particulier dans les domaines techniques, nous organisons des formations de formateurs afin que le pays puisse transférer la formation en cascade aux établissements et à la communauté.

Jane : Il est nécessaire de mettre en place un organisme de coordination à un niveau supérieur pour harmoniser les actions communes que peuvent effectivement entreprendre les ministères chargés de la mise en œuvre de la politique globale. Le « niveau supérieur » que sont des structures telles que le Conseil de sécurité pour l'alimentation et la nutrition proposé semble prometteur, mais son déploiement reste à être mis au point, en ce qui concerne les ressources et les modalités de travail entre autres.

Deux comtés modèles, Muranga et Nakuru, ont sensibilisé [leur personnel] au manuel sur les ressources de l'agronutrition avec des parties prenantes telles que les universités et ont contextualisé les messages clés de façon qu'ils concordent avec les besoins de leur comté. Ils ont utilisé les ressources du comté pour mener la sensibilisation. Récemment, nous avons lancé un programme de « régimes durables pour tous » dans le comté de Nakuru et les membres de l'Assemblée du comté ont discuté, dans le cadre d'un forum, de l'agronutrition qui s'est améliorée grâce à la sensibilisation. Le comité exécutif du comté de Muranga est très fort et discute de politiques auxquelles le niveau national n'avait pas encore pensé, telles que l'agriculture biologique pour garantir l'innocuité des aliments et leur sécurité sanitaire. C'est ce que la politique nationale peut inciter le comté à faire : maîtriser les politiques nationales et les appliquer au niveau du comté.

[Comme Veronica a pu consacrer plus de temps à l'entretien, les réponses suivantes exposent ses réflexions sur les aspirations à la convergence et les défis qui restent à relever.]

5. Avez-vous constaté une augmentation de l'allocation gouvernementale pour la nutrition pour vos deux ministères? Si tel est le cas, à quoi précisément le budget supplémentaire est-il consacré?

Le Ministère de la santé a mis au point un outil de suivi financier pour le contrôle de l'allocation des budgets à la nutrition; c'est un outil utile pour le plaidoyer. Jusqu'à présent, les fonctionnaires des finances d'environ huit comtés ont été formés à établir le coût de diverses activités et interventions. Cependant, nous avons à peine effleuré la surface, car il y a beaucoup de comtés qui n'ont pas été sensibilisés, mais nous essayons actuellement de mobiliser des ressources pour le déploiement à plus grande échelle.

6. Quels sont les autres gains que vous constatez ou espérez lorsque les deux secteurs peuvent collaborer plus étroitement entre eux?

Lorsqu'on examine les deux secteurs, les interventions spécifiquement axées sur la nutrition ne peuvent à elles seules contribuer à éradiquer la malnutrition. La collaboration du secteur de la sécurité alimentaire nous est nécessaire pour permettre le rapprochement des deux ministères, et ce faisant, nous pourrions obtenir des résultats durables du fait que le Ministère de l'agriculture veillera à ce que les denrées alimentaires soient de bonne qualité, en quantité suffisante et sans danger.

7. Quels sont les principaux défis qui restent à relever?

Le principal défi réside dans un financement insuffisant tant dans le secteur de la santé que dans l'agriculture; d'autant plus que le gouvernement a récemment imposé un gel budgétaire à tous les départements. L'allocation budgétaire (au sein du Ministère de la santé) en faveur de l'amélioration de la nutrition est très réduite. Le gouvernement a amélioré le montant alloué aux interventions d'urgence, quant aux activités de nutrition de routine, nous mobilisons actuellement des ressources, ce qui constitue également un défi, car vous constatez que la plupart de nos partenaires sont basés dans des zones de crise. Le financement alloué à l'amélioration de la nutrition est insuffisant dans plus de la moitié des comtés, y compris ceux où il existe des poches de forte malnutrition. Ces comtés ont énormément besoin d'interventions, mais en raison des contraintes budgétaires actuelles, ils ne reçoivent pas vraiment assez de nos services actuels.

Au Kenya, un producteur de mangues cultive de la nourriture toute l'année en utilisant les eaux de ruissellement collectées dans un petit étang fermier — une des méthodes d'aridoculture préconisée dans le cadre des activités de création d'avoirs.



WFP/Martin Karim



Construire des réseaux parlementaires pour la nutrition en Afrique de l'Ouest

Un nombre croissant de pays reconnaissent le rôle potentiel que les parlementaires peuvent jouer dans la mise en exergue de la nutrition **Ambarka Youssoufane** d'ENN a interviewé certains parlementaires du Tchad et du Burkina Faso pour savoir ce qu'ils pensaient de plaider en faveur d'une situation nutritionnelle améliorée dans leurs pays ainsi que dans la région.

Des parlementaires travaillant ensemble au niveau régional

Un réseau parlementaire régional pour la nutrition en Afrique de l'Ouest et centrale a été créé en 2013, à la suite d'un atelier sur la nutrition organisé à Brazzaville, en République du Congo, auquel ont initialement participé des parlementaires de 10 pays (Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal et Tchad). Un certain nombre de pays, dont le Burkina Faso et le Tchad, ont mis en place des réseaux parlementaires nationaux à la suite de cette réunion, mais il a été difficile pour les pays de prendre l'initiative et de faire progresser le programme de nutrition au niveau parlementaire.

Le bureau régional d'Action contre la faim (ACF) a également commencé à soutenir les pays et le réseau régional en organisant une manifestation parallèle, lors du lancement du Rapport mondial sur la nutrition en Afrique de l'Ouest en 2016, afin de sensibiliser les parlementaires aux questions de nutrition dans la région et pour encourager le plaidoyer en faveur de la nutrition. En 2017, une réunion conjointe de parlementaires de 20 pays (coorganisée par l'UNICEF, l'Union interparlementaire et Alive & Thrive) a porté sur quatre thèmes principaux :

1. L'importance de la sécurité nutritionnelle pour le développement et la croissance économique ;
2. Les problèmes de sous-nutrition (retard de croissance, émaciation et carences en micronutriments), la préoccupation émergente de la surcharge pondérale et de l'obésité chez les enfants de la région, et les exemples de succès dans leur traitement ;
3. Surmonter les obstacles structurels et environnementaux à la nutrition et voir comment les parlements peuvent

tirer parti de leurs pouvoirs pour réaliser des progrès législatifs, budgétaires et politiques dans la promotion de la nutrition maternelle et infantile ; et

4. Créer un engagement politique pour faire avancer un programme en faveur de la nutrition.

Tous les parlementaires participants se sont engagés à créer ou à renforcer les réseaux existants dans leurs pays respectifs et à prendre un ensemble de deux ou trois engagements dans les autres. À ce jour, 11 d'entre eux, sur un total de 20, ont mis en place un réseau national de parlementaires pour la nutrition. Beaucoup ont pu organiser un retour d'informations sur la réunion régionale auprès de leur parlement national, et même, pour certains, des activités de sensibilisation.

La mise en place d'un réseau parlementaire est particulièrement difficile, étant donné que les parlementaires n'ont pas une connaissance approfondie de la nutrition, changent souvent de poste, et manquent de fonds pour s'organiser ou mener des activités de sensibilisation. Des partenaires tels que l'UNICEF, l'ACF et les réseaux de la société civile SUN ont dispensé des formations au renforcement des capacités, mais le taux de rotation est élevé dans les parlements. Au Sénégal, par exemple, certains des premiers responsables du réseau n'ont pas été réélus. Le soutien de partenaires extérieurs tel que l'UNICEF est essentiel pour mettre en place un réseau de parlementaires pour la nutrition. Au Sénégal, ils ont produit un guide d'action à l'intention des parlementaires en matière de nutrition pour surmonter les difficultés liées au changement de poste des parlementaires et aux connaissances dans ce domaine.



Participants au colloque de l'IPU/UNICEF sur les investissements dans le domaine de la nutrition avec les membres du parlement, lors du colloque parlementaire de 2017, Burkina Faso



Dans la région du lac Tchad, l'objectif est progressivement passé des activités de secours d'urgence au renforcement de la résilience du pays à long terme.

WFP/Giulio d'Adamo

Tchad



Trois députés qui sont également membres du Réseau parlementaire pour la nutrition du pays (de gauche à droite, **Rakis Ahmed Saleh**, **Selguet Achta Aguidi** et **Sodja Addjobma Nikamor**) ont assisté à la première réunion du réseau Afrique de l'Ouest et centrale en 2013, ce qui les a amenés à créer leur propre réseau de pays. Depuis, le nombre de membres est passé de neuf en 2014 à 22 membres actuels, en partie grâce aux journées d'information et de sensibilisation organisées par le réseau à l'intention des parlementaires.

« Je dois avouer qu'en tant que parlementaires tchadiens, nous ignorions le problème lorsque nous sommes arrivés à Brazzaville. C'est à travers les discussions que nous avons pris conscience de la gravité de la situation et du problème qui existe dans beaucoup de nos régions. Les exposés que nous avons entendus nous ont appris que la situation ici était très grave. Nous n'en étions pas vraiment conscients auparavant. Quand nous sommes rentrés chez nous, nous en avons parlé au Président de l'Assemblée, à la fois par écrit et en personne. »
(Rakis Ahmed Saleh)

Les membres du réseau ont participé activement à l'élaboration de la politique alimentaire et nutritionnelle nationale et ont assisté à des réunions avec divers ministères. Les parlementaires se sont également rendus dans neuf des 23 régions du pays, accompagnés par l'UNICEF, rendant compte de ces missions au réseau et à l'Assemblée nationale sur ce qu'ils décrivent comme le « violent problème de malnutrition » du pays. Ces rapports alimenteront le plan d'action en matière de nutrition qui est en cours de finalisation.

« Nous avons organisé une caravane à N'Djamena et visité les trois principaux hôpitaux pour nous familiariser avec la situation des enfants malnutris hospitalisés. Nous avons été touchés par l'état alarmant de ces enfants à leur arrivée, certains souffrant de malnutrition chronique et d'autres de malnutrition modérée ou naissante. Après ces visites à l'hôpital, nous avons programmé des visites régionales. »
(Selguet Achta Aguidi)

Les parlementaires ont souligné que ces visites n'étaient pas ponctuelles : ils considéraient que leur rôle était de sensibiliser les autorités compétentes de chaque région, afin que celles-ci prennent en charge le suivi des activités de lutte contre la malnutrition, et que, à leur tour, les députés assureraient le suivi de ces actions. Certaines régions ont déjà des comités de nutrition en place, mais ils ont un rôle à jouer

dans la sensibilisation. Les parlementaires peuvent soutenir ou encourager les administrateurs à mettre en place des cadres là où il n'y en a pas.

« Il existe des points de convergence aux niveaux régional, départemental et sous-préfectoral. Nous faisons pression sur les autorités gouvernementales et décentralisées. Nous soutenons l'action du gouvernement. Nous la complétons, en contribuant à sensibiliser l'opinion publique à ce fléau. Sur le terrain, nous avons également constaté que nous arrivons à faire passer le message, à transmettre l'appel à lutter contre la malnutrition, de diverses manières. De plus, les autorités locales manquent quelque peu de connaissances, mais grâce à nous, elles apprennent à quel point la situation est grave. Nous pensons que le message à ce niveau est très important. » (Sodja Addjobma Nikamor)

Les députés ont souligné l'importance de sensibiliser à l'allaitement maternel exclusif et à la nutrition pendant les 1000 premiers jours de la vie. Sans une telle compréhension chez les parents, les communautés, les professionnels de la santé et les travailleurs sociaux, ils estimaient que « même si nous votons pour un crédit budgétaire supplémentaire, sans prise de conscience ce serait un effort inutile. » Des initiatives comme les radios communautaires qui proposent des émissions sur la nutrition dans les dialectes locaux peuvent être utiles pour diffuser des messages éducatifs.

Le réseau participe actuellement à un certain nombre d'initiatives, notamment l'élaboration d'un projet de loi visant à sanctionner l'importation et la vente de sel non iodé, l'application du code de commercialisation des substituts du lait maternel et la législation sur l'enrichissement des aliments en fer, acide folique et vitamine A. Il a également envisagé de proposer une loi interdisant la commercialisation du Plumpy'Nut, l'aliment thérapeutique utilisé pour traiter la malnutrition chez les enfants, dont on a pu constater la vente à un large public, mais consommé par les adultes.



Burkina Faso

Extraits d'une interview avec **Gnomou Nissan Boureima** (à gauche), parlementaire et maire de Houndé, un département de la province de Tuy, dans la région du Haut-Bassin à l'ouest du pays, qui a été formé en nutrition à l'Université de Constantine en Algérie.

Quel est votre rôle dans le réseau des parlementaires pour la nutrition du Burkina Faso ? Comment a-t-il été créé ?

Je suis le coordinateur du réseau parlementaire pour la nutrition au Burkina Faso. Après avoir obtenu mon diplôme universitaire, j'ai rejoint la Direction de la nutrition du Ministère de la santé, où je suis resté sept ans. En 2015, j'ai été élu parlementaire à l'Assemblée nationale et j'ai pensé que la meilleure façon de faire avancer le programme nutritionnel était de créer un réseau parlementaire pour la nutrition. Il a été mis en place en 2016 et compte aujourd'hui 35 membres.

Quel est l'objectif du réseau des parlementaires du Burkina Faso pour la nutrition ?

L'objectif du réseau est de promouvoir la nutrition et de contribuer à la lutte contre la malnutrition du point de vue de l'Assemblée nationale. Les parlementaires peuvent demander au gouvernement de financer des interventions dans le domaine de la nutrition pour lutter contre la malnutrition, en plus du financement des donateurs. Actuellement, la plupart des interventions en matière de nutrition dans le pays sont financées par des donateurs extérieurs, mais ce financement n'est pas durable et nous devons amener le gouvernement à considérer la nutrition comme une priorité de développement.

Comment le réseau travaille-t-il pour atteindre ses objectifs ? Quelles activités ont été organisées à ce jour ?

Aucun des parlementaires n'est nutritionniste (bien que certains soient des professionnels de la santé), l'une des premières activités a donc été de sensibiliser nos collègues parlementaires à la nutrition, avec l'aide des réseaux SUN (le réseau ONU, le réseau de la société civile et le point focal gouvernemental). Le réseau de parlementaires s'est employé à élaborer et à adopter des lois sur la nutrition, telles que l'application du Code international sur la commercialisation des substituts de lait maternel et des mesures visant à détaxer les matières premières utilisées pour la production d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi. Nous avons également réussi à adopter une ligne budgétaire nutritionnelle pour la nutrition dans le cadre de la loi de finances 2016, qui a commencé par un milliard de francs CFA

(1,75 million de dollars US) et devrait passer à trois-milliards de francs CFA (5,25 millions de dollars US) en 2020.

Le réseau des parlementaires fait-il partie du Mouvement SUN au Burkina Faso ?

Oui, nous participons aux activités de la plateforme multisectorielle SUN, y compris à l'élaboration du plan d'action national multisectoriel sur la nutrition et à la politique de sécurité alimentaire. Je participe personnellement à la réunion nationale SUN avec le point de convergence SUN et les autres coordinateurs du réseau.

Quelles relations entretenez-vous avec d'autres parlementaires en dehors du Burkina Faso ?

En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, nous avons créé un réseau régional pour la nutrition et nous avons organisé un événement ici, au Burkina Faso, pour réunir des parlementaires de 20 pays. Nous avons également eu des discussions avec le Pérou, où les parlementaires ont réussi à convaincre le gouvernement de réduire le taux de malnutrition grâce à des interventions ambitieuses dans le domaine de la nutrition.

En tant que réseau, disposez-vous d'un soutien externe ?

Oui, nous avons le soutien du réseau de la société civile SUN, qui a fourni des informations et un soutien financier pour participer à des ateliers internationaux. Le réseau SUN ONU nous a également soutenus dans l'organisation de l'atelier de sensibilisation des parlementaires au Burkina Faso.

La cause de la nutrition est-elle entendue par le gouvernement ? Par le Parlement ?

Au Parlement, nous sommes très bien entendus, mais au gouvernement, ce n'est que le début. En tant que député ministériel, j'ai rejoint le Parlement, et je sais donc que la nutrition est délaissée par le secteur de la santé. La question de la nutrition commence à peine à être entendue par le gouvernement, parce que, par exemple, au Ministère de la santé, une ligne budgétaire a été créée pour la nutrition et a même été mobilisée. Il nous reste cependant à créer une ligne budgétaire pour chaque ministère concerné par la nutrition, comme l'agriculture, etc.

Quels sont les facteurs qui ont permis la création d'une ligne budgétaire pour la nutrition ?

La campagne de sensibilisation menée par le réseau de la société civile SUN et soutenue par le réseau parlementaire a réussi à convaincre certains parlementaires de soutenir cette idée. L'environnement aussi y était favorable puisque le Burkina Faso a adopté un nouveau plan de développement visant, entre autres, à développer le capital humain dans le pays. Donc, nous avons commencé par déclarer que le gouvernement ne pouvait pas développer le capital humain sans lutter contre la malnutrition. Cette logique a été comprise par le gouvernement, qui a accepté de créer un budget au moins au niveau du Ministère de la santé. Nous devons utiliser d'autres outils pour inciter le gouvernement à créer des lignes budgétaires pour la nutrition au sein d'autres ministères concernés par celle-ci.



Une clinique du Burkina Faso mesure le périmètre brachial de plusieurs enfants pour évaluer l'état nutritionnel

©The SUN Movement

Mise en place de réseaux SUN dans les États fragiles et touchés par un conflit



Équipe de gestion des connaissances SUN de l'ENN

Le Mouvement SUN est « un groupement de mouvements nationaux dirigé par des gouvernements qui s'engagent à améliorer l'impact et les résultats en matière de nutrition, et ce, avec des partenaires qui veulent les aider à atteindre leurs objectifs » (feuille de route SUN 2016-2020). Une des caractéristiques propres au modèle adopté par le Mouvement SUN est les réseaux SUN qui ont été conçus pour formaliser l'approche des différentes parties prenantes par rapport au Mouvement. Au niveau national, quatre réseaux sont recommandés : un réseau de la société civile, un réseau commercial, un réseau des Nations Unies et un réseau des donateurs. Ils rassembleront les acteurs clés qui sont à même d'avoir une influence sur la nutrition. Pour donner un caractère officiel aux engagements pris par le gouvernement en matière de nutrition, pour les financer et pour les soutenir, il est crucial que tous les réseaux s'alignent sur le gouvernement. Le Mouvement a pris racine dans différents contextes nationaux. Par conséquent, les réseaux fonctionneront de façon différente et à des degrés différents au sein de cadres très variables. En plus des sections

nationales des réseaux SUN, il existe une structure globale de soutien grâce à des organisations hôtes pour chacun des quatre réseaux.

Entre mars et juin 2018, ENN a réalisé une carte des réseaux. Cet exercice a été mené par l'équipe ENN de spécialistes régionaux en gestion des connaissances. Ces spécialistes sont basés dans 17 pays SUN où l'ENN participe au programme ATN (Assistance technique pour la nutrition). Pour mener à bien ce travail, plusieurs discussions ont été engagées avec les directeurs des réseaux et d'autres personnes œuvrant au niveau national, ainsi qu'avec l'appui des réseaux ENN existants au sein du Mouvement SUN au niveau national. Des entretiens ont eu lieu avec près de 50 personnes (principalement des présidents de réseaux, mais aussi d'autres parties prenantes clés) venant des 17 pays. On leur a demandé quels ont été les progrès réalisés sur le terrain par les réseaux afin d'obtenir des exemples de réussite et de bonnes pratiques, mais aussi une vision globale de la manière dont les réseaux se développent dans tous les pays. ENN se concentre sur son travail d'assistance technique en matière de

Le réseau de l'Alliance de la société civile (ASC) au Myanmar : de grands progrès

En 2014-2015, le réseau de l'Alliance de la société civile (ASC) au Myanmar a été officialisé avec l'aide de Save the Children. Le réseau a été mis en place avec un comité directeur de 10 membres. Sept de ses membres appartiennent à des organisations non gouvernementales internationales et trois à des organisations non gouvernementales locales. L'ASC SUN est dirigée par trois personnes spécialisées basées dans les bureaux de pays de Save the Children, qui se concentrent principalement sur le travail de l'ASC. Les activités ont été les suivantes : aider le gouvernement à élaborer un plan d'action national multisectoriel sur la nutrition, promouvoir le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et signaler les violations du « Code ».

L'importante élaboration récente de l'ASC est la création du premier chapitre sous-national de la région d'Ayeyarwady (Delta). Cette plateforme ASC sous-nationale a réuni non seulement différents organismes non gouvernementaux chargés de la nutrition dans ce district, mais également le gouvernement régional, les parlementaires et d'autres responsables de haut niveau travaillant dans le domaine de la nutrition.

Selon le responsable de l'ASC, l'un des principaux enseignements tirés de son expérience aux niveaux national et sous-national est le pouvoir de parler d'une seule voix en tant que groupe de parties prenantes, écouté et pris au sérieux d'une manière qui ne le serait pas par un seul organisme. Pour beaucoup de membres de l'ASC, ceci est une excellente incitation à continuer leur participation.



Le réseau universitaire et de recherche au Pakistan : Définir les rôles

Le réseau universitaire et de recherche, créé en mai 2016, avait pour objectif d'harmoniser les recherches sur la nutrition et à combler le fossé entre le secteur universitaire, les décideurs politiques et les praticiens. Au départ, les organismes étaient réticents à s'engager avec la plateforme, car leur rôle n'était pas clairement défini. Cependant, cette préoccupation a été atténuée par des réunions avec le coordinateur du réseau universitaire SUN, qui a expliqué en détail comment la plateforme mettrait en relation les organismes de recherche et les établissements universitaires aux niveaux national et mondial. En conséquence, 40 institutions académiques et organismes de recherche ont signé et élaboré un plan opérationnel.

Les travaux ont inclus : un exercice national de priorisation de la recherche ; obtenir des fonds pour la recherche (par exemple, la Commission de l'enseignement supérieur au Pakistan a également financé 104 études de recherche différentes) ; développer des activités conjointement avec le réseau d'entreprises SUN (par exemple, à Peshawar, où un programme de nouilles fortifiées dirigé par une université a été associé à l'un des plus grands fabricants de produits alimentaires du Pakistan [Knorr]) ; et mener des formations sur la recherche en nutrition. Un centre de gestion des connaissances est prévu. Toutes les études et tous les documents pertinents seront archivés et accessibles via un portail Web.



Le développement de produits nutritionnels au Pakistan constitue un modèle pour les autres pays et joue un rôle important dans la diminution de la malnutrition infantile dans la région

WFP/Rein Skullerud

nutrition dans ces 17 États fragiles et/ou touchés par un conflit, car on ne sait pas encore clairement dans quelle mesure la structure du Mouvement SUN peut répondre aux besoins de ces États et en quoi le travail en tandem avec la structure humanitaire peut aider à obtenir des résultats positifs à long terme dans le domaine de la nutrition.

L'exercice de cartographie du réseau a révélé un certain nombre de domaines qu'il est utile de prendre en compte lors de la configuration de réseaux, dans des États fragiles ou touchés par un conflit, notamment :

1. *S'assurer du soutien gouvernemental aux réseaux* : les parties prenantes ont noté que le soutien et le leadership du gouvernement aux réseaux sont essentiels. Les réseaux ne se développent pas simplement de manière organique ; le soutien du gouvernement est nécessaire pour assurer la mise en place initiale et l'intégration des nouveaux réseaux. Dans un premier temps, les gouvernements doivent être convaincus de la « valeur ajoutée » des réseaux. De plus, il est important que les réseaux puissent conserver leur indépendance pour



Une agricultrice d'un projet PAM-FAO à Tshikapa, République Démocratique du Congo

WFP/Marco Fratini

Le réseau des Nations Unies en République démocratique du Congo (RDC) : améliorer l'alignement et travailler ensemble

Le réseau des Nations Unies en RDC a réuni huit organismes des Nations Unies travaillant sur la nutrition dans le pays (à savoir la FAO, l'OMS, le FNUAP, l'UNICEF, l'UNOPS, le PNUD et le HCR). Son objectif initial était d'élaborer une stratégie multisectorielle commune en matière de nutrition dans les régions les plus vulnérables du pays. Lors d'une journée de réflexion en réseau en 2016, les organismes ont passé du temps à réfléchir à leur rôle individuel et collectif dans la lutte contre la malnutrition dans le pays et ont finalisé une feuille de route dont l'objectif était de renforcer la cohérence des actions et soutenir la planification conjointe en matière de nutrition.

Les travaux se sont ensuite concentrés sur la réalisation d'un inventaire nutritionnel dans lequel les interventions nutritionnelles des Nations Unies étaient cartographiées – là où plusieurs organismes étaient présents, le groupe du réseau des Nations Unies a examiné la complémentarité, les lacunes, les possibilités d'amélioration de la collaboration et l'optimisation des mécanismes de prestation. Le gouvernement a estimé que cela constituait un outil utile, car il offrait une visibilité sur la programmation en matière de nutrition allant au-delà du travail du groupe dans le pays. Les activités supplémentaires comprenaient : l'élaboration d'un descriptif commun pour la nutrition, l'élaboration de propositions de financement conjointes, la révision des politiques et le soutien aux comités provinciaux de la nutrition, ainsi que l'élaboration de trois plans de nutrition au niveau provincial. De nombreux facteurs ont facilité le succès du réseau des Nations Unies en RDC, tels que : veiller à ce que tous les acteurs comprennent bien l'utilisation d'une optique multisectorielle pour la nutrition, avoir des techniciens compétents à tous les niveaux et un bon processus de facilitation.

promouvoir la responsabilité. Les relations réseau-gouvernement les plus efficaces observées semblaient être celles où il existe une relation critique constructive et une communication solide autour des activités et des priorités. Les résultats reflètent ceux notés dans le rapport d'évaluation indépendant et complet de 2015 du Mouvement SUN, qui déclarait : « ...l'appropriation et le leadership au niveau du pays sont les facteurs déterminants du succès les plus importants : acheter... par les gouvernements... était essentiel pour garantir la priorité plus élevée accordée à la nutrition, un engagement clair en faveur des résultats et une capacité accrue à fournir des résultats concrets ». Il incombe aux gouvernements de veiller à ce que les réseaux obtiennent « une place à table » et à ce que le « point focal SUN, nommé par le gouvernement, joue un rôle crucial en tant que dirigeant officiel du Mouvement SUN dans chaque pays.

2. *Construire sur ce qui existe déjà dans le pays* : une différence essentielle entre les réseaux est que certains rassemblent des acteurs pour la première fois alors que d'autres construisent à partir de structures de coordination et d'une architecture de nutrition existantes et déjà actives. Dans de nombreux États fragiles et touchés par un conflit, il existe un mécanisme dynamique de coordination des groupes de protection de la nutrition pouvant être adapté au SUN. Là où il n'existe pas encore de plateformes de coordination en place, on considère que SUN a apporté quelque chose de nouveau au pays (par exemple au Tchad et au Myanmar). Toutefois, dans certains pays où des mécanismes étaient en place, les réseaux étaient parfois considérés comme faisant double emploi, et n'apportant donc aucune valeur ajoutée. Dans d'autres cas, les réseaux SUN ont efficacement mis à profit les mécanismes existants, y compris l'architecture humanitaire (par exemple, Somalie et Soudan du Sud).
3. *Éviter l'arrêt-démarrage des réseaux* : Plusieurs personnes interrogées ont noté qu'un manque de continuité des

réseaux au niveau des pays a limité la capacité des réseaux à devenir des acteurs établis au sein de l'architecture nationale de la nutrition et à exécuter les plans. En conséquence, un certain nombre de pays ont dû « créer des réseaux » pendant plusieurs années, au lieu de pouvoir atteindre une phase de mise en œuvre pour atteindre leurs buts et objectifs. Le changement de leadership, le financement irrégulier et la « double casquette » des organisateurs occupant un emploi à temps plein ont été toutes les raisons données pour expliquer ce problème de manque de continuité. Les parties prenantes ont recommandé des financements supplémentaires pour les États fragiles et touchés par des conflits afin d'y soutenir un réseau de délégués impliqués, ainsi que des ressources apportant des résultats positifs et de la continuité. L'exemple du Pakistan nous montre également la valeur d'un investissement initial ainsi que d'une phase d'installation afin d'établir durablement des réseaux et d'assurer l'adhésion du gouvernement au projet.

4. *Apprendre des mécanismes du Réseau de la société civile* : Le Réseau semble être le plus visible et le mieux établi des réseaux du Mouvement SUN dans les 17 pays observés. Le travail de cartographie a révélé que dans les États fragiles et touchés par un conflit, le Réseau met souvent en place des actions avec un nombre impressionnant d'intervenants et des processus de gouvernance forts. Il a été indiqué que d'autres réseaux pourraient s'inspirer du Réseau et de son procédé d'installation.
5. *Personnaliser les actions* : Les 17 États fragiles et touchés par un conflit sont organisés en réseaux très différents les uns des autres. Or, nous avons un « modèle » unique de fonctionnement des réseaux au niveau mondial ; il serait probablement plus pertinent que les pays basent l'installation et la mise en œuvre de leurs réseaux selon la cartographie de ceux déjà en place et à travers une analyse contextuelle.

Une mère nourrit son jeune fils
au Cox's Bazar, Bangladesh



WFP/Shehzad Noorani

Renforcer et améliorer la nutrition au sein du programme des repas scolaires au Kirghizistan



Emma Khachatryan (à gauche) dirige le programme des repas scolaires pour le Programme alimentaire mondial (PAM) en République kirghize. Elle possède dix ans d'expérience au sein des programmes de développement pour les adolescents, les enfants et les réfugiés.

Nurshaim Tilenbaeva (à droite) est spécialiste de la santé publique et a précédemment travaillé comme Responsable de Politique du Programme de Nutrition au bureau national du PAM en République kirghize.

Introduction

La République kirghize est un pays enclavé d'Asie centrale, d'une population de 6,2 millions d'habitants. La situation alimentaire du pays n'a cessé de s'améliorer au cours de la dernière décennie, avec une réduction de la présence d'anémie par carence en fer chez les femmes en âge de procréer et chez les enfants âgés de 0 à 5 ans (EM5), ainsi qu'une diminution du retard de croissance chez les EM5, passant de 23 % en 2009 à 13 % en 2014. Cependant, des niveaux élevés de carences en micronutriments (en particulier anémie et carence en iode) persistent, des zones à fort taux de retard de croissance subsistent (par exemple : 21 % dans la province de Djalal-Abad et 16,4 % dans la province de Naryn), et des cas de surpoids émergent de façon problématique chez les EM5 (7 % en 2014). Le taux d'émaciation est plutôt minime, estimé à 2,8 % en 2014. Nous estimons également que 43 % d'enfants en âge d'être scolarisés en République kirghize ont une carence en iode et que 32 % d'entre eux sont affectés par une carence en vitamine A¹.

Malgré des améliorations graduelles de l'économie et une diminution importante du taux de pauvreté, celle-ci affecte toujours un quart de la population, en particulier dans les zones rurales et parmi les femmes et les enfants. La pauvreté est liée au faible niveau de sécurité alimentaire, puisque les personnes en situation de pauvreté dépensent 68 % de leur budget en nourriture. L'insécurité alimentaire dans le pays est saisonnière; en outre, elle correspond à la pauvreté affectant 25 % de la population générale et 32 % des enfants.¹ La dépendance envers la nourriture importée augmente également, ce qui rend les prix des produits alimentaires internes sensibles aux fluctuations internationales du marché.

Optimiser le programme des repas scolaires

Depuis 2013, le PAM travaille avec le gouvernement kirghize et avec des partenaires multisectoriels afin d'améliorer le programme national des repas scolaires (PRS) en s'alignant sur les normes de qualité de la communauté internationale. À ce jour, 450 écoles pilotes ont introduit des repas scolaires améliorés, ce qui représente 15 % des écoles et atteint 113 000 enfants d'écoles primaires dans les sept provinces du pays. Dans le cadre du PAM, le nouveau *Plan national*

stratégique du Kirghizistan (2018-2022) verra 350 écoles supplémentaires recevoir un soutien financier et technique afin d'améliorer leurs repas.

Ce soutien comprend : une assistance technique aux écoles, dont l'assistance dans la reconstruction et la rénovation des cuisines/cantines ainsi que des infrastructures sanitaires de l'école; l'introduction de nouveaux menus nourrissants; la formation du personnel (de gestion et de cuisine); ainsi qu'un suivi des menus quotidiens. Les partenaires ont travaillé à développer une politique nationale en matière de nutrition scolaire, et la capacité nationale pour une gestion efficace du PAM. Le programme soutient la reproduction ainsi que l'institutionnalisation de repas variés et nourrissants dans toutes les écoles primaires (pour les enfants âgés de 6 à 9 ans).

Une des améliorations principales apportées aux repas scolaires consiste à avoir remplacé le morceau de pain et la tasse de thé traditionnels par une gamme variée de recettes et de menus répondant aux exigences nutritionnelles, notamment du porridge chaud, des soupes et des salades. De la farine de blé enrichie est également fournie pour cuisiner. Les cuisiniers scolaires ont reçu une formation à la préparation des repas.

Le financement des repas scolaires

Malgré les limites du budget de l'État, la République kirghize a alloué des fonds pour le financement de repas pour les élèves à un taux de 7 à 10 soms kirghizes (0,10 à 0,15 USD) par enfant par jour depuis 2006, soit une allocation totale de 620 000 000 soms kirghizes (10 000 000 USD). Le gouvernement prend également en charge les salaires des cuisiniers et des aides de cuisine (la dépense totale pour le PRS revient à 2 % du budget de l'éducation nationale).

L'intérêt et la priorisation accordés à la nutrition infantile en République kirghize ont également eu pour résultat un soutien important de la part des autorités locales en faveur du programme, par exemple en fonds pour la rénovation, la maintenance et les autres coûts liés au fonctionnement des cantines. Le programme kirghize est unique dans son approche intégrée et dans l'effort collectif mené par l'État, le

¹ Enquête en grappes à indicateurs multiples Kirghizistan, 2014.

PAM et les collectivités locales. Les collectivités/parents contribuent non seulement à l'organisation des repas, mais gèrent et suivent aussi de près les opérations. Les parents et les commerces locaux participent à la création des menus, la cuisine, l'approvisionnement en nourriture, le suivi des dépenses, le contrôle de la qualité de la nourriture et des exigences sanitaires, ainsi qu'à la résolution des problèmes lorsqu'ils surviennent.

Travailler avec des secteurs multiples

Le programme reconnaît le besoin de travailler avec d'autres secteurs, tels que celui de l'eau, assainissement et hygiène (EAH), afin d'optimiser les gains en matière de nutrition. Les améliorations des infrastructures comprennent l'eau chaude et froide, l'épuration des eaux usées et les toilettes. Les cuisines scolaires reçoivent des équipements modernes afin de préparer des repas chauds, et la nourriture est préparée et consommée dans de bonnes conditions d'hygiène selon les normes sanitaires nationales. Une formation sur les pratiques d'hygiène est également fournie à tous les membres de la communauté scolaire, notamment par le biais de jeux interactifs sur la nutrition et l'hygiène pour les enfants.

L'agriculture, ou plus particulièrement une approche « de la ferme à l'école », constitue un autre élément important du programme. La promotion et le soutien des « fermes » et des potagers dans les écoles dans le but de faire pousser de la nourriture aident à réduire le coût des repas scolaires et permettent d'avoir un meilleur contrôle sur la qualité des produits issus de l'agriculture. Actuellement, près de 85 écoles ont des fermes et des potagers qui ne servent pas seulement à faire baisser le prix des repas et à les rendre plus variés, mais aussi, dans certains cas, de source de revenus pour financer les besoins supplémentaires de l'école. De plus, ce système permet d'améliorer l'économie locale. Il offre des possibilités d'emploi pour les fermiers, des opportunités commerciales aux communautés locales et renforce le marché local.

Participation communautaire

Il est crucial que les collectivités locales (et parfois les comités de village), ainsi que les parents et les grands-parents, s'impliquent dans le programme. Une surveillance et un suivi quotidiens, une participation dans la gestion des repas (comme la collecte de fonds et l'achat de produits supplémentaires), un contrôle quotidien de la qualité de la nourriture et l'apport d'un soutien pour la gestion journalière du PRS sont indispensables pour le processus et des facteurs-clés de réussite pour la pérennité du programme.

À l'heure de défendre l'importance des repas scolaires auprès du gouvernement et de donateurs éventuels, l'engagement des parents et de la collectivité est crucial. Les parents sont les mieux placés pour fournir les arguments qui montrent les avantages du droit qu'ont leurs enfants à une alimentation saine.

Défis du programme

Le principal défi pour la mise en place du programme visant à améliorer les repas scolaires est son coût élevé, et plus particulièrement l'investissement initial comme la remise à neuf. Les infrastructures nécessaires pour organiser tous les jours les repas, comme les bâtiments, les installations sanitaires et de distribution d'eau manquent dans près de 25 % des écoles. La réhabilitation des écoles et l'achat de matériel demandent des investissements financiers considérables. Même si le gouvernement local s'implique et



WFP, Kirghizstan

Plus de 5000 élèves kirghizes bénéficient de repas scolaires nutritifs.

s'engage, on observe souvent des retards et des restrictions dans l'attribution des fonds. Pour répondre à ces problèmes, le PAM (Programme alimentaire mondial) et les collectivités locales soutiennent et font pression à la fois sur les processus administratifs d'allocation budgétaire. Ils se tournent aussi vers d'autres sources de financement comme les donateurs privés, les entrepreneurs locaux et les organisations non gouvernementales.

Les subventions publiques pour les repas ne sont pas suffisantes pour pouvoir fournir une nourriture variée et nutritive. Bien que le menu varié préconisé par PAM prenne en compte les ingrédients disponibles au niveau local et leurs prix pour pouvoir utiliser au mieux les fonds disponibles, on doit encore demander une contribution supplémentaire aux parents, s'élevant plus ou moins à 4 soms (0,05 USD) par jour et par enfant, qu'ils peuvent régler en liquide ou en nature (fruits et légumes de leur propre production ou transfert). La collecte et la gestion des fonds ne se font pas toujours sans heurts et ne sont pas toujours bien acceptées. Il est donc capital d'œuvrer avec les parents et les collectivités locales, non seulement pour obtenir un meilleur soutien pour le financement, mais aussi une organisation et une gestion pratiques de la collecte de fonds ainsi que le maintien du budget.

Enseignements tirés et étapes suivantes

La mise en place de meilleurs repas scolaires, à tous les niveaux, demande un certain nombre de dispositions législatives et réglementaires relatives aux besoins nutritionnels, à la sécurité alimentaire et aux normes d'hygiène, des règlements relatifs aux marchés publics, des exigences en matière de construction et de génie et bien d'autres exigences. Progressivement, et ce, grâce au travail accompli, on a décelé lacunes et incohérences. En effet, plusieurs de ces documents n'ont pas été remis à jour depuis des années ou n'ont, tout simplement, jamais existé. La révision de ces cadres stratégiques et normatifs demande beaucoup de temps et autant de travail. C'est le principal défi à l'heure de mener un programme qui suit deux lignes en parallèle : la mise en place et le soutien des politiques menées. Pour que la mise en place du programme soit un succès, il est capital de faire un suivi régulier. Le programme pour les repas scolaires en a besoin. Il faut aussi s'assurer de sa bonne coordination et que toutes les parties prenantes prennent en compte les développements du programme et qu'elles y participent.

C'est maintenant au Ministère de l'éducation de faire les prochains pas, avec le soutien du PAM. Il faut trouver de nouveaux modèles d'organisation des repas scolaires et de rentabilité pour ces écoles où les infrastructures manquent pour pouvoir servir des repas chauds aux élèves. Près de 500 écoles dans tout le pays sont dans ce cas.

Développer un cadre commun pour les résultats concernant la nutrition en Somalie



Dr Mohamed Abdi Farah (à gauche) est le conseiller spécial pour la Santé et le coordinateur national pour la Nutrition (point focal SUN) pour le Mouvement SUN.

Mohamed Abdi Hasan (au centre) est le conseiller pour le développement humain et social au sein du Cabinet du Premier ministre du Gouvernement fédéral de Somalie.

Job Gichuki (à droite) est un nutritionniste en santé publique spécialisé dans la nutrition d'urgence, la surveillance et la recherche. Actuellement, il travaille au sein de la Horn Population Research and Development (HPED).

Contexte

La Somalie, dans la corne de l'Afrique, a subi de nombreux changements et à plusieurs niveaux : gouvernement, sécurité, développement et environnement humanitaire au cours des 20 dernières années. Sa population est estimée à environ 12,3 millions de personnes. Environ 2,8 Somaliens vivent dans les zones rurales et 5,2 millions (soit près de 42 % de la population totale) vivent en zone urbaine. Près d'un quart de sa population est nomade. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), plus de 1,1 million de Somaliens seraient des personnes déplacées.

Le pays vit une crise humanitaire depuis les années 1990, quand la guerre a éclaté. Elle est, à ce jour, l'une des situations d'urgences les plus complexes et les plus longues au monde¹. De forts taux de mortalité, la malnutrition infantile, un manque cruel de services de base et un mouvement de population à grande échelle la caractérisent. La prévalence de malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans (EM5) est de plus de 15 %, ce qui est au-

dessus du seuil d'urgence. On estime que la prévalence du retard de croissance est de l'ordre de 23,5 %². La situation sanitaire des Somaliens est préoccupante. À l'échelle mondiale, on y trouve les indicateurs de mortalité et de santé les plus mauvais. Parmi eux, des taux de mortalité de 136 décès pour 1 000 naissances vivantes et un taux de mortalité maternelle de 732 décès pour 100 000 naissances vivantes².

Au niveau humanitaire, de très grands investissements ont été faits et d'importantes actions ont été menées dans le pays, mais ils n'ont pas été accompagnés par les efforts nécessaires pour le développement et le renforcement des capacités de résilience, ce qui a comme résultat une récurrence des réponses aux crises annuelles. Les efforts pour mettre en place un cadre commun de résultat ont pour objectif d'aiguiller le pays vers des approches de développement plus durables.

La Somalie a rejoint le Mouvement SUN en 2014. À ce moment-là, elle avait déjà développé plusieurs stratégies : une pour la nutrition au niveau national, une pour les micronutriments et une autre pour l'Alimentation des Nourrissons et Jeunes Enfants (ANJE). Il a été décidé qu'un plan d'action ambitieux pour la nutrition, servant de cadre commun de résultat, était nécessaire. Ce serait un document primordial qui servirait à définir la stratégie pour améliorer la situation nutritionnelle de la population en construisant et renforçant des systèmes intégrés et multisectoriels (personnel, fournitures, finances et gouvernance) et en apportant des idées pluridisciplinaires à des programmes pertinents.

Carte des parties prenantes

La première chose à faire est de cartographier les parties prenantes clés, celles qui peuvent contribuer fortement à l'élaboration et à la mise en place du cadre commun de résultat. De 30 à 40 partenaires issus du gouvernement, du secteur privé et des domaines du développement et de l'aide humanitaire ont participé à une réunion de sensibilisation



Un enfant est pesé dans un centre thérapeutique ambulatoire dans un camp de personnes déplacées de Kabasa (Dolow)

WFP/Georgina Goodwin

¹ Plan d'aide humanitaire pour la Somalie, 2018

² scalingupnutrition.org/sun-countries/somalia/



Des femmes et des enfants transportent de l'eau en Somalie, où le manque de pluie et d'autres facteurs environnementaux provoquent une sécheresse qui touche des millions d'habitants dans le pays

WFP/Georgina Goodwin

qui s'est tenue au Kenya en mai 2018. Ce processus a reçu le soutien du projet Maximiser la qualité de la mise à l'échelle de la nutrition (MQSUN+), ce qui a fait que plus de cinq consultants internationaux et quatre experts nationaux ont contribué à la mise au point technique du cadre commun de résultat. Avant cela, trois forums de consultation avaient eu lieu au niveau national, dans les États du Jubaland, du Sud-Ouest et du Puntland. Au niveau des secteurs, des entretiens ont été menés avec plusieurs parties prenantes au sein du gouvernement, d'organismes et d'institutions. Des réseaux SUN pour le milieu universitaire, les affaires et la société civile ont donc été constitués à ce moment-là. En effet, ils jouent un rôle important dans la mise en place du cadre commun de résultat. Le plan de mise en œuvre du cadre commun de résultat prévoit l'utilisation des plateformes existantes et gérées par les Nations Unies. Ainsi, les groupes nationaux et régionaux de la Nutrition aideront à mener des activités de plaidoyer, à élaborer des méthodes d'évaluation et valider leurs résultats et à interclasser les indicateurs.

Approche axée sur les résultats

Pour donner une structure au cadre commun de résultat, une approche axée sur les résultats a été utilisée. Grâce à elle, les résultats intermédiaires alimentent les résultats stratégiques. L'objectif global du cadre commun de résultat est de contribuer à une baisse de 30 % du nombre de cas de malnutrition au cours des cinq prochaines années, en Somalie. On veut aussi par là garder le contrôle sur la variation des taux en établissant un modèle de statut nutritionnel plus stable et plus prévisible. Les sept objectifs stratégiques du plan sont, entre autres : la création d'un climat favorable, la coordination multisectorielle, le développement des ressources humaines, un ensemble complet d'interventions en matière de nutrition, une utilisation optimale des programmes qui tiennent compte de la nutrition et le traitement des questions sociales et culturelles qui entravent l'équité.

Renforcer la résilience nutritionnelle

La vision qu'apporte ce cadre commun de résultat est un changement total de paradigme en ce qui concerne l'interprétation, la mise en place et l'intégration des programmes nutritionnels et des programmes qui tiennent compte de la nutrition. En Somalie, les programmes et projets axés sur la nutrition n'ont pas su exploiter toutes les opportunités, comme le financement et la formation, que présente l'intégration à une programmation plus longue, durable et qui tient compte de la nutrition. Actuellement, des efforts sont déployés pour augmenter les taux d'intégration

des activités au moyen du plan d'aide humanitaire, qui garantit que les acteurs de la nutrition ne reçoivent aucuns fonds sans avoir prouvé qu'ils intègrent, un tant soit peu, la santé, la nutrition, et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) dans leurs activités. L'impact le plus espéré du cadre commun de résultat est une mise en marche de l'ensemble du cadre causal pour la nutrition (autrement dit, les causes immédiates, profondes et principales de la malnutrition) dans une démarche qui s'attache à faire converger les politiques et les plans sectoriels et garantir l'exécution des programmes à grande échelle.

Les défis

La collaboration multisectorielle et multipartite comporte son lot de défis. Un de ces défis est le manque de vision commune en ce qui concerne la nutrition. Dans une certaine mesure, on a essayé d'y remédier en dégagant un consensus entre les participants. Cela s'est fait en apportant des données clés en matière de nutrition tout en présentant l'idée d'introduire les préoccupations liées à la nutrition dans les divers systèmes sectoriels. Comme le cadre commun de résultat couvre tous les facteurs responsables de la malnutrition, le défi a été de tomber d'accord sur de nouveaux indicateurs, comme les données de référence et les objectifs. Plusieurs discussions ont eu lieu, en particulier sur l'utilisation de données vieilles de plus de cinq ans pour certains indicateurs clés.

Enseignements tirés

Pendant le processus, il a bien fallu reconnaître que, bien que le concept du cadre commun de résultat est connu depuis un certain temps et qu'on en reconnaît l'importance, il n'est jamais devenu une approche standard et n'a jamais été entériné dans le système national de coordination de la nutrition. Certains secteurs ressentent maintenant le besoin d'adopter une approche commune et semblent vouloir s'engager dans ce processus. L'engagement politique du Cabinet du Premier ministre et la clarté dans les objectifs ont fait que le processus de création du cadre commun de résultat a reçu le soutien bien nécessaire de plusieurs secteurs.

Le document définitif chiffré sur le cadre commun de résultat sera présenté lors d'une réunion de haut niveau où seront présents les acteurs et les parties prenantes clés pour garantir leur engagement à l'heure de le mettre en place.



Écoutez un entretien avec les éditeurs sur la chaîne Podcast de l'ENN :

<https://www.ennonline.net/mediahub/podcast/somaliacrf>



Renforcer les capacités territoriales au Yémen dans l'approvisionnement de traitements vitaux

Majid Hamed Alhaj (à gauche) est le directeur du bureau de la Taybah Foundation for Development à Hodeïda, au Yémen. Il a plus de cinq ans d'expérience en gestion de programmes.

Dr Rasha Ali Al-ardhi (au centre) est une spécialiste de la nutrition au sein du bureau de pays de l'UNICEF au Yémen. C'est un médecin avec plus de 16 ans d'expérience en matière de santé et nutrition maternelles et infantiles.

Dr Karanveer Singh (à droite) est directeur de la nutrition au sein de l'UNICEF Yémen et un pédiatre avec plus de 28 ans d'expérience en matière de santé et nutrition infantile.



Contexte

En 2015, suite à l'intensification du conflit armé, le Yémen a dû faire face à une grave crise humanitaire qui se caractérise par une insécurité généralisée, un déplacement de la population de grande ampleur, des pénuries alimentaires chroniques et l'effondrement des services de base. Depuis octobre 2016, la moitié des services sanitaires ne sont plus totalement opérationnels ou ont fermé. Le personnel médical, à tous les niveaux, n'a pas reçu de salaire régulier et, dans beaucoup de cas, n'en a reçu aucun. La situation nutritionnelle est alarmante. 16 % des enfants de moins de 5 ans (EM5) souffrent de malnutrition aiguë. 5,2 % d'entre eux sont même en danger de mort, souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS). La prévalence du retard de croissance est de 47 % ; dans quelques gouvernorats, elle est de plus de 70 %¹.

Le gouvernorat d'Al-Hodeïda se trouve sur la côte ouest du pays, au bord de la mer Rouge. Il compte 2,61 millions d'habitants. C'est le gouvernorat qui souffre le plus au Yémen avec une prévalence de la malnutrition aiguë de 27 % chez les EM5 dont une prévalence de la MAS de 6,2 %². Les dernières estimations montrent que près de 484 000 EM5 sont à risque de souffrir de malnutrition aiguë et que 98 000 d'entre eux souffrent de malnutrition aiguë sévère. Pour certains de ces enfants, la MAS s'accompagne de complications médicales. Ils ont donc besoin d'être admis dans des centres de stabilisation spécialisés. Cet article traite de ces centres.

Gérer la mise à l'échelle dans un contexte fragile

Bien que le Yémen ait rejoint le Mouvement de renforcement de la nutrition (SUN) en 2012, ses réseaux de plateformes SUN ne sont pas très actifs actuellement à cause du conflit. Cependant, certains réseaux préparent et mettent à jour en ce moment un plan d'action multisectoriel pour 2019-2021. La plupart des actions en matière de nutrition sont coordonnées par le Groupe de la nutrition du Comité permanent interorganisations, qui se concentre sur l'aide humanitaire³. Les investissements en matière de développement sont limités ; le gouvernement préfère, pour l'instant, se concentrer sur la réponse aux situations d'urgence.

Des centres de stabilisation au niveau des districts ont été créés, en partie, pour améliorer les interventions spécifiques à la nutrition dans le gouvernorat d'Al-Hodeïda. Le but était de

faciliter l'accès et minimiser les difficultés de transports qui empêchaient de nombreuses familles d'amener leurs enfants au principal centre de stabilisation situé dans la ville. Cela a été fait en mobilisant et en renforçant les partenaires du cluster nutrition puisque le bureau de la santé du gouvernorat à Al Hodeïda n'était pas en mesure d'activer certains des centres de stabilisation dus à des difficultés opérationnelles. Ces installations (hôpitaux ruraux et principaux centres de santé) ne disposaient pas des ressources financières et humaines supplémentaires nécessaires pour approvisionner en combustible les générateurs ou fournir l'électricité et pour assurer la surveillance quotidienne étroite requise pour les services 24 heures sur 24.

Partenariat avec une organisation non gouvernementale locale (ONG)

En 2014, quatre centres de stabilisation (CS) étaient gérés par une organisation internationale non gouvernementale (OING) ; cependant les OING ont décidé d'arrêter leur soutien aux CS afin de se concentrer sur d'autres interventions. Il était donc crucial de rechercher d'autres options durables pour assurer la réactivation des centres de stabilisation afin que les enfants présentant une MAS avec des complications médicales puissent recevoir les soins appropriés.

À cette époque, une ONG locale, Taybah, dirigeait des centres de santé et des campagnes médicales ainsi que des campagnes de sensibilisation en tant que partenaire C4D (communication pour le développement) à Al Hodeïda. L'UNICEF a identifié Taybah comme un partenaire potentiel pour réactiver deux centres de stabilisation au second semestre de 2015, avec la pleine coopération des bureaux de santé des gouvernorats et des districts.

UNICEF a joué un rôle important dans le renforcement des capacités de l'ONG local sur les questions liées au CS, tant au niveau technique qu'opérationnel, dans la mesure où Taybah commençait pour la première fois à travailler dans le domaine de la gestion des MAS. L'équipe de l'UNICEF a travaillé en

¹ Données d'enquêtes 2018 EFSANA et SMART

² Plan d'intervention humanitaire de 2018 au Yémen.

³ Clusters nutrition au niveau national sont des réseaux essentiels qui coordonnent la nutrition dans les activités d'urgence, en rassemblant les partenaires pour faire en sorte que les besoins prioritaires sont identifiés et satisfaits.

étroite collaboration avec Taybah pour fournir l'appui nécessaire pour garantir que les CS fonctionnaient selon la qualité et les normes requises. Au cours des six premiers mois d'activité, près de 250 enfants souffrant de complications liées à une MAS ont été traités et les rapports de Taybah indiquent un taux de guérison moyen de 77 %⁴.

Le partenariat avec Taybah s'est révélé être un bon choix. C'est sur cette base qu'un troisième CS a été ouvert par Taybah en 2016. Parallèlement, Taybah a poursuivi son partenariat avec C4D en mettant l'accent sur les activités de changement de comportement et a mis en place de nouvelles activités de sensibilisation dans deux autres districts pour atteindre les EM5 au niveau du village, avec des services de vaccination et de gestion de la MAS. Ces activités incluaient la recherche active de cas à l'aide de la mesure du périmètre brachial (PB) et le traitement des cas détectés malnutris par les travailleurs de la santé. Cette année-là, malgré tous les problèmes de sécurité et d'accès, 677 enfants souffrant de MAS avec complications médicales ont été traités. Le taux de guérison moyen a été de 92 % (sur ce nombre d'enfants)⁴.

Négocier avec les militaires

Le district de Zaidia avait un CS non fonctionnel, le bâtiment étant occupé par les forces militaires. Après plusieurs séries de négociations infructueuses entre le gouvernement civil et d'autres agences et les autorités militaires pour libérer le bâtiment, l'UNICEF s'est adressé à Taybah pour résoudre ce problème. Taybah a engagé de vigoureuses négociations avec les autorités locales et militaires et a réussi à convaincre les militaires de quitter les locaux du centre de stabilisation. Taybah a réhabilité le centre qui a repris ses activités en mars 2017. En raison de la détérioration de la sécurité et des mouvements de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, un cinquième centre a été créé en avril 2017 dans le district de Jarahi.

En 2017, environ 1 690 enfants souffrant de MAS avec complications ont été traités dans ces cinq centres de stabilisation. Le taux de guérison moyen a été de 86 %. Entre janvier et août 2018, 1 570 enfants souffrant de MAS avec des complications ont été traités et le taux de guérison moyen a été de 70 %. Le taux de guérison inégal a été attribué à la détérioration significative de la situation en matière de sécurité à Al-Hodeïda en 2017 et 2018. Cela a nui au rendement du programme, certains parents ayant retiré leurs enfants avant la fin du traitement et certains centres de stabilisation ayant été fermés temporairement en raison de frappes aériennes ou d'incendies actifs dans la zone réservée aux centres. Cela se reflétait également avec un taux d'abandon qui a doublé de 14 % en 2017 et de 28 % en 2018. Les taux de mortalité ont été constants, autour de 1 % depuis 2016. Soixante-deux enfants ont rechuté en 2017 et cinquante-six en 2018. Tous les cas de rechute ont été réadmis au programme.

Extension des services

Les cinq CS (quatre réactivés et un nouveau) ont été en mesure de fournir des services de qualité permettant de sauver des vies, non seulement à ceux vivant dans les districts ciblés, mais également à ceux vivant dans les districts et les gouvernorats voisins. Les repas et les frais de transport sont fournis aux aidants familiaux pour veiller à ce que les enfants soient traités dans le centre de stabilisation jusqu'à ce que leur état se stabilise. La couverture de ces coûts pour les aidants familiaux a contribué à la création de la demande et à une utilisation accrue des services.

Dans chacun des centres, un cadre féminin qualifié (une sage-femme) fournit aux mères des services de consultations sur

les bonnes pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (ANJE), notamment sur l'importance de l'allaitement et l'alimentation complémentaire. Des activités de développement de la petite enfance, y compris des jouets et des espaces de jeu, sont également proposées pour contribuer au développement des compétences cognitives, émotionnelles et sociales des enfants traités.

Difficultés rencontrées

Le manque de capacités étant un problème au début du projet, l'organisation Taybah, l'UNICEF et l'équipe GHO ont organisé une série de cours de formation à l'intention des travailleurs de la santé dans les centres de stabilisation, ainsi qu'une supervision régulière pour améliorer les capacités et les compétences des fournisseurs de services. Taybah s'impliquait pour la première fois dans le domaine de la gestion de MAS, renforçant les capacités de sa propre équipe et dotant son personnel de connaissances techniques, administratives et opérationnelles lui permettant de fournir des services de qualité et de les étendre rapidement. La difficulté au départ pour Taybah était de travailler avec la coordination et le soutien de GHO et de DHO car il était nécessaire de créer une confiance mutuelle et de mettre en évidence des rôles et des responsabilités clairs pour Taybah et le gouvernement.

La situation en matière de sécurité dans le pays a affecté de nombreux aspects de la mise en œuvre, y compris le taux d'abandon et la capacité en lits des centres de stabilisation, en raison du plus grand nombre d'enfants admis que prévus. Certains enfants ont dû être transférés vers d'autres établissements. La crise du carburant et les fluctuations monétaires ont entraîné une augmentation des coûts dans la gestion de la MAS, qui sont passés de 132 USD (coût du traitement des enfants atteints de MAS jusqu'à leur guérison) avant le conflit (2014) à environ 200 USD en 2018. Le gouvernement est confronté à de graves difficultés en ce qui concerne le financement des coûts opérationnels pour les services de santé et de nutrition. Il est difficile de prévoir un bloc de temps pour la reprise du financement, car la situation en matière de sécurité au Yémen est très imprévisible et les infrastructures sont gravement affectées. Toutefois, pour éviter l'effondrement des systèmes, l'UNICEF appuie le renforcement du financement de services (par exemple, par la formation des travailleurs de la santé, d'activités ambulatoires et de suivi) au sein de la structure gouvernementale existante.

Enseignements tirés

Le développement des capacités et les ressources d'une ONG locale se sont révélés être une approche durable et évolutive pour offrir des interventions permettant de sauver des vies. Avec le temps, l'équipe de l'organisme Taybah a été en mesure de développer de nouvelles idées pour améliorer les performances des centres de stabilisation, de les associer à d'autres activités en cours et à des interventions connexes, et de travailler dans des conditions très difficiles dans un contexte de détérioration de la sécurité, tout en renforçant son infrastructure interne et en recrutant du nouveau personnel assigné à la surveillance et à l'évaluation. Le succès de ce partenariat est également dû en grande partie à l'attitude positive et supportive des autorités gouvernementales, à l'honnêteté avec laquelle elles ont exprimé leur incapacité à soutenir les CS et à leur volonté de travailler en partenariat avec une ONG locale. L'expérience d'Al Hodeïda (collaboration fructueuse entre l'ONG locale Taybah, le gouvernement et l'UNICEF) est utilisée comme exemple par d'autres ONG locales pour être reproduite dans d'autres gouvernorats au Yémen.

⁴ Chiffres provenant de la base de données officielle de la PCMA, vérifiés par le Ministère de la santé, Cluster nutrition et l'UNICEF.



Dr Djibril Bagayoko

Coordonner la nutrition au Mali : entretien avec le point focal de SUN



Le Mali est confronté à des niveaux élevés de malnutrition (dont 38,5 % de prévalence de retard de croissance et 15,3 % d'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans¹) en raison de facteurs tels que les changements climatiques et les conflits. Cela a déclenché une amélioration dans l'élan politique du pays et le Mali a progressé dans le renforcement de la gouvernance nutritionnelle depuis son adhésion au Mouvement SUN (Scaling Up Nutrition) en 2011, notamment avec la création d'une Cellule de coordination nutritionnelle.

Ambarka Youssoufane de l'ENN a interviewé le **Dr Djibril Bagayoko**, chef de la Cellule de coordination nutritionnelle (hébergée par le Ministère de la santé du Mali depuis 2016) et point focal du SUN, à propos des progrès du pays dans la gouvernance et la coordination en matière de nutrition. Le Dr Bagayoko a plus de 20 ans d'expérience dans le secteur de la santé, en particulier dans la gestion des programmes et le développement et le renforcement des systèmes.

1. Y a-t-il eu un changement dans la coordination de la nutrition au Mali depuis que le pays a rejoint le Mouvement SUN ?

L'adhésion au Mouvement SUN a été très importante pour le Mali, car elle a motivé le gouvernement à développer une politique nutritionnelle multisectorielle et des plans d'action avec des indicateurs de coûts et de performance, avec une responsabilité institutionnelle pour chaque secteur. La Cellule de coordination comble une lacune importante en ce qui a trait à la coordination multisectorielle des acteurs et des interventions nutritionnelles. Avant la création de cette unité, il y avait un conseiller en nutrition au Ministère de la santé (sans pouvoir de coordination multisectorielle ni d'équipe dédiée) et un correspondant de SUN. La nouvelle Cellule de coordination est placée sous l'autorité du Premier ministre, mais hébergée par le Ministère de la santé, ce qui facilite le renforcement du programme multisectoriel de nutrition dans le pays.

2. Des réseaux du Mouvement SUN ont-ils été mis en place au Mali ?

Le Mali est [en relation] avec le Mouvement SUN depuis 2011, et l'architecture de SUN fonctionne assez bien dans le cadre de dispositions institutionnelles mises en place. Les réseaux de la société civile, des universités et de la recherche, des donateurs et du secteur privé sont tous opérationnels. Le réseau parlementaire a travaillé avec nous pour intégrer le droit à l'alimentation et à la nutrition dans la constitution. La Cellule de coordination supervise la performance de tous les réseaux SUN et soumet des rapports trimestriels au gouvernement. Tous ces réseaux ont des plans annuels et chacun d'entre eux a développé une institution pour organiser des activités liées à la nutrition. Toutefois, des difficultés subsistent, notamment le chevauchement des réseaux de SUN avec un certain nombre d'autres cadres de coordination existants, tels que le cadre de coordination de la sécurité alimentaire, etc.

3. Existe-t-il des plateformes ou des intervenants importants dans le domaine de la nutrition en dehors de l'architecture du Mouvement SUN (par

exemple, des groupes de la nutrition, d'autres plateformes axées sur les urgences, des plateformes agricoles, etc.) ?

Il existe un certain nombre d'autres cadres en dehors des réseaux gouvernementaux, notamment les réseaux de regroupements mis en place par les agences des Nations Unies, tels que ceux pour la nutrition, la sécurité alimentaire et la santé, ou pour les interventions d'urgence. Même si ces cadres de coordination supplémentaires sont parfois mis en place à des fins ou sur des thèmes spécifiques, ils se chevauchent avec les réseaux du Mouvement SUN qui coordonnent les mêmes institutions. Le gouvernement s'efforce de regrouper toutes les institutions dans le même cadre de coordination afin d'éviter les doubles emplois et d'assurer la multisectorialité. Le fait d'avoir différents niveaux de coordination rend mon rôle plus stimulant et j'ai plaidé en faveur d'un meilleur rapprochement, en particulier avec les partenaires des Nations Unies.

4. Quand et comment l'unité de coordination a-t-elle été mise en place ? Fonctionne-t-elle comme la principale plateforme multipartite du pays ? Quelles sont ses principales responsabilités ? Comment est-elle financée ?

La Cellule de coordination a été créée en mars 2015 pour reprendre le rôle rempli par REACH après sa fermeture. Son mandat est de renforcer la gouvernance en matière de nutrition. Cela se fait à l'aide de quatre éléments : communiquer avec tous les groupes sectoriels, faciliter la coordination autour de la vision politique, faciliter la collaboration en activant des plateformes multipartites et multisectorielles et surveiller la mise en œuvre du plan national en matière de nutrition.

La Cellule est la correspondance du gouvernement pour tous les réseaux au niveau central. Au niveau décentralisé, nous avons également pour mandat de faciliter l'activité de trois cadres de coordination différents opérant au niveau régional,

¹ Enquête SMART (2017).

départemental et communal (voir la figure 1). Les coûts de fonctionnement sont principalement financés par le gouvernement, mais la Cellule a également été soutenue par le Programme alimentaire mondial pendant quatre ans.

5. Quelles sont les principales activités auxquelles l'unité de coordination et les réseaux du Mouvement SUN ont participé? Quelles sont les activités prévues pour l'année prochaine?

Nous avons quatre ou cinq employés permanents, mais la Cellule est également composée de correspondants nutritionnels dans tous les ministères concernés (18 à 20 ministères d'exécution) et nous organisons le renforcement des capacités par des formations sur les concepts fondamentaux de la nutrition, entre autres. La Cellule n'a pas de programmes propres, mais nous participons à l'intégration de la nutrition dans toutes les politiques pertinentes. Par exemple, la Cellule fait partie du groupe qui révisé la politique nationale de l'eau et nous faisons pression pour la sensibiliser aux aspects liés à la nutrition. Les principales activités mises en exergue dans le plan d'action de l'unité sont de rendre opérationnelles les réunions de coordination entre les différentes plateformes, de poursuivre le renforcement des capacités des correspondants gouvernementaux pour la nutrition et de renforcer les réseaux nationaux du Mouvement SUN.

6. Quelles ont été les difficultés rencontrées dans le fonctionnement de la Cellule?

L'une des difficultés de cette unité est qu'elle a une structure atypique parce qu'elle est organisée par le cabinet du Premier ministre, tout en étant déléguée au niveau du Ministère de la santé, ce qui la rend moins puissante qu'elle ne devrait l'être. Elle ne dispose pas non plus de fonds suffisants pour jouer son rôle, pour motiver le personnel en lui versant les salaires des fonctionnaires par exemple.

La coordination au niveau sous-national est l'un des défis les plus importants auxquels la Cellule est confrontée. Des réunions au niveau national et même régional sont

organisées régulièrement, mais les réunions de coordination ne se tiennent pas au niveau opérationnel (des communes). Pour que ces cadres de coordination fonctionnent, nous devons leur fournir des outils simples d'autoévaluation de leurs besoins (ces outils sont en cours d'élaboration au niveau de la Cellule), mais nous avons besoin de soutien pour cela.

7. Pouvez-vous nous faire part de certaines expériences acquises dans votre rôle de coordinateur nutritionnel et point focal?

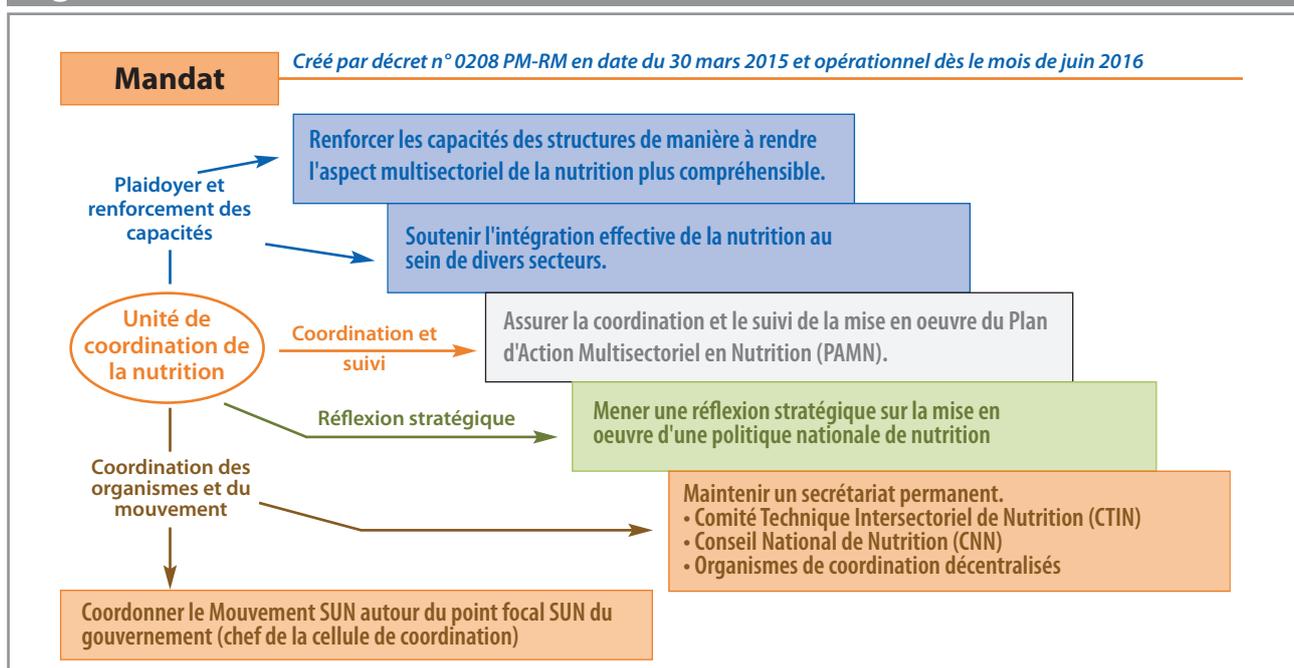
Le principal enseignement retenu du fonctionnement de l'unité est qu'elle a besoin de trois types de leadership : le leadership politique, le leadership institutionnel et le leadership du personnel. La chose la plus importante à changer en ce qui concerne le Mali est la disponibilité des données. La mise en place de systèmes de surveillance opérationnels nous permettrait d'obtenir des données depuis le plus bas niveau. Et ceci permettrait une meilleure coordination et une [meilleure] gestion des programmes pour changer éventuellement la situation de la nutrition au Mali.

8. Selon vous, le Mouvement SUN a-t-il été une source d'énergie significative et de changement dans le pays, ou le pays était-il déjà engagé dans un programme à long terme et multisectoriel en matière de nutrition?

Le fait de rejoindre le Mouvement SUN a été très important pour le Mali. Le Mouvement SUN a encouragé le pays à développer une stratégie multisectorielle en matière de nutrition, qui a été également budgétisée. De plus, le Mouvement SUN a appuyé le partage des expériences à travers sa participation dans de nombreuses réunions.

Au niveau national, les parties prenantes du Mouvement SUN, incluant des donateurs et des agences onusiennes, ont rencontré le secrétaire général du gouvernement malien pour défendre la cause en matière de nutrition et l'élever à un niveau institutionnel plus haut. Ce genre de plaidoyer ne peut être effectué par des institutions moins importantes, mais seulement par des partenaires.

Figure 1 Cellule de coordination en matière de nutrition



Mécanismes de coordination de la nutrition : les quoi, pourquoi et comment



Stefano Fedele, Spécialiste régional de la nutrition de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes (LAC), est le coordinateur du GRIN-LAC (Grupo de Resiliencia Integrada de Nutrición), une plateforme régionale de coordination et d'appui technique visant à renforcer la préparation et la réponse nutritionnelle d'urgence. L'interview est basée sur un webinaire GRIN-LAC préparé par Yvette Fautsch Macias, consultante sur la nutrition dans les situations d'urgence pour la région LAC de l'UNICEF.

1. Qu'est-ce qu'un mécanisme de coordination et pourquoi est-il nécessaire ?

Un mécanisme de coordination nutritionnelle est un groupe d'organisations/de parties prenantes engagées et disposées à soutenir la nutrition en coordonnant conjointement leurs activités pour obtenir de meilleurs résultats nutritionnels.

Historiquement, les mécanismes de coordination dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (comme ailleurs) ont été liés aux situations d'urgence, sur la base de l'approche « cluster » utilisée dans une réponse humanitaire. Toutefois, bien que la sous-nutrition ait considérablement diminué dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, la persistance du retard de croissance et de l'anémie dans certaines zones et certains groupes, et l'augmentation généralisée du surpoids et de l'obésité font que la malnutrition reste une priorité nationale dans tous les pays. L'intensification des efforts nationaux pourrait être fortement facilitée par une table sectorielle spécialisée, dirigée par les autorités nationales et ouverte à tous les principaux acteurs.

Pour la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, une table sectorielle permanente et inclusive sur la nutrition peut s'avérer très importante pour améliorer l'efficacité, l'efficacité et la rapidité des programmes nationaux de nutrition ; et dans les régions plus exposées aux crises, un mécanisme permanent peut également renforcer le lien entre

l'aide humanitaire et le développement, les besoins à court terme étant liés aux objectifs, plans et financements à moyen et long termes. Pour que le mécanisme de coordination fonctionne, il est important de trouver différentes manières de travailler ensemble, de définir des moyens de communication et de disposer d'un mécanisme de suivi des actions, comme des réunions régulières. En outre, lorsque les initiatives sont soutenues par un consensus plus large entre les principales parties prenantes, elles ont plus de poids en termes de plaidoyer, contribuant à améliorer la nutrition au plus haut niveau des programmes politiques nationaux.

2. Existe-t-il généralement un seul mécanisme de coordination nutritionnelle au niveau national ou peut-il y en avoir beaucoup ?

Il existe différents modèles, mais souvent, un groupe de nutrition principal peut accueillir des sous-groupes spécifiques qui travaillent sur des questions de nutrition spécifiques, comme les carences en micronutriments, les soins pour la malnutrition aiguë, la prévention du surpoids et de l'obésité à l'école, etc. et renvoient au groupe principal. Les mécanismes de coordination de la nutrition au niveau infranational (par exemple au niveau régional, de l'État, du département ou du district) peuvent également être très utiles pour s'assurer que le travail se concentre sur les questions de nutrition les plus répandues au niveau local et englobe l'engagement et l'appropriation communautaires, afin de produire un impact plus fort et plus durable.

3. Dans certains pays, la nutrition fait partie des mécanismes de coordination de la sécurité alimentaire. Est-ce suffisant pour résoudre les problèmes de nutrition ?

Comme la sous-nutrition persiste dans de nombreuses zones ou groupes vulnérables, la surcharge pondérale des enfants est en hausse dans presque tous les pays, et la fréquence, la gravité et l'imprévisibilité des catastrophes naturelles continuent à augmenter. Il serait peut-être plus logique d'envisager un mécanisme de coordination spécifique à la nutrition pour donner plus de temps et d'inclusivité aux initiatives spécifiques à la nutrition, puis d'utiliser le consensus plus large obtenu pour faire avancer le programme dans des forums intersectoriels plus grands.

Si la transition d'un mécanisme de coordination, qui combine la nutrition avec la sécurité alimentaire ou la santé à un



Activités de résilience à la sécheresse à San Antonio del Sur, Cuba

WFP/Mariana Gontzález

mécanisme de nutrition spécifique, est trop controversée sur le plan politique pour être réalisée à court terme, il peut être plus facile de créer un groupe technique distinct, moins formel, spécifique à la nutrition, qui fera ensuite rapport de ses travaux au groupe sectoriel élargi, tout en renforçant en même temps le plaidoyer pour établir un mécanisme plus formel de nutrition. L'amélioration des résultats nutritionnels peut alors renforcer l'argument en faveur d'une transition vers un statut de mécanisme plus formel.

4. *Quel est le meilleur moment pour établir un mécanisme de coordination afin de préparer une réponse nutritionnelle lors d'urgences ?*

Il faut du temps pour créer un mécanisme de coordination à partir de zéro en cas de catastrophe majeure, par exemple pour dresser la liste des principales parties prenantes, élaborer des outils de coordination et définir les différents rôles et responsabilités. Tout retard a un coût sur le plan financier, mais aussi en termes de souffrance humaine. Il peut être plus rentable d'augmenter la capacité minimale de programmation et de coordination pour traiter les questions de développement plus régulières, qui peuvent alors être plus facilement transposées à plus grande échelle en cas d'urgence. Les principales mesures de préparation comprennent la mise en place d'un mécanisme de coordination inclusif et fonctionnel aux niveaux national et infranational, et l'élaboration d'un plan d'intervention nutritionnelle dans les situations d'urgence.

5. *Qui devrait diriger au niveau national ?*

C'est aux autorités nationales qu'il incombe au premier chef d'assurer le bien-être de leur population et, à ce titre, la direction d'un mécanisme de coordination nutritionnelle devrait incomber à l'institution nutritionnelle la plus élevée pour garantir la pleine appropriation des déterminants de la malnutrition et des solutions potentielles. Il est important de veiller à ce que les représentants du mécanisme nutritionnel participent aussi activement aux plateformes sectorielles d'autres secteurs-clés tels que la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) et la sécurité alimentaire.

6. *Comment pouvez-vous maintenir un mécanisme de coordination de la nutrition lorsque les gouvernements changent ?*

Si la lutte contre la malnutrition est perçue comme un problème d'État plutôt que comme un problème gouvernemental, un mécanisme de coordination spécifique peut faciliter le transfert des initiatives clés entre les gouvernements ultérieurs. Afin d'assurer la continuité, il est important d'inclure les organisations de la société civile, des représentants communautaires, des agences des Nations Unies, etc. Au Guatemala par exemple, lorsque le gouvernement change, le mécanisme de coordination pour la nutrition écrit aux nouvelles autorités gouvernementales en détaillant le fond du mécanisme, les objectifs et les activités actuelles, tout en invitant celles-ci à jouer un rôle de leader.

7. *Quel devrait être le rôle du secteur privé dans de tels mécanismes ?*

Le secteur privé peut jouer un rôle important dans la prévention de la malnutrition par le biais de la production d'aliments de base fortifiés et d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE), et par une garantie d'accès à des aliments plus sains à des coûts raisonnables. En revanche, un aspect important est à prendre en compte : le potentiel conflit d'intérêts. Tandis que l'implication de l'industrie



Une famille achetant de la nourriture grâce à un virement en espèce sous la forme de ticket à un point de vente à Esmeraldas, en Équateur

WFP/Berta Tilmantaita

agroalimentaire peut être nécessaire afin de conduire une mobilisation plus large au niveau du plaidoyer, il est important de s'assurer que l'élaboration des politiques de santé publique est d'abord guidé par l'intérêt national, puis par le gain financier privé. L'OMS a développé des directives en ce sens¹.

8. *Un cadre de référence est-il nécessaire ?*

D'une part, avoir un cadre de référence défini peut rendre le travail de groupe plus systématique, et apporter une meilleure compréhension et une reconnaissance officielle de la part des personnes extérieures au processus. D'autre part, il faut rester vigilant, car un cadre de référence peut parfois être inflexible et créer une barrière ou un problème au lieu d'agir comme facilitateur de la coordination. L'absence de cadre de référence ne devrait pas empêcher les parties prenantes de se rencontrer, de discuter ou de trouver des moyens de travailler ensemble. En d'autres termes, il est recommandé de mettre au point un tel cadre sans pour autant laisser le processus ralentir les progrès.

9. *Avez-vous des recommandations particulières pour les pays ?*

Il n'existe pas de règle pour établir de tels mécanismes, mais il est important d'avoir des discussions en espace ouvert pour le développement des politiques avec différents acteurs du domaine de la nutrition au niveau national. De petits groupes peuvent être créés pour effectuer le travail et remettre un compte-rendu au mécanisme général de coordination de la nutrition, mais leur nécessité dépendra de la décision des pays. En outre, afin d'obtenir un impact effectif, efficace et dans un délai convenable dans les situations d'urgence, le mécanisme de coordination devrait être mis en place au préalable.

Une assistance pour GRIN-LAC est disponible à l'adresse : yfautsch@unicef.org

¹ OMS. 2016. Aborder et gérer les conflits d'intérêts dans la planification et l'exécution des programmes de nutrition à l'échelle nationale : www.who.int/nutrition/events/2015_conflicts_of_interest_nut_programmes/en/
OMS. 2017. Protection contre de potentiels conflits d'intérêts au sein des programmes de nutrition : www.who.int/nutrition/consultation-doi/comments/en/

Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition : le Brésil, l'Équateur et l'Italie s'engagent



(De gauche à droite) **Trudy Wijnhoven** est responsable de la nutrition et le point focal technique de la Décennie d'action pour la nutrition des Nations Unies, au siège de la FAO, à Rome en Italie.

Michele Lessa de Oliveira est la Coordinatrice générale pour la nutrition et l'alimentation au Ministère de la santé du Brésil.

Angélica D. Tutasi-Lozada est Coordinatrice de la gestion interne pour la promotion de la nutrition, de la sécurité et de la souveraineté alimentaire, au Ministère de la santé publique en Équateur.

Giuseppe Ruocco est le Secrétaire général au Ministère de la santé en Italie et le président du groupe national de travail « Ita Decade ».

Lina Mahy est agent technique au Service de la nutrition pour la santé et le développement au sein de l'OMS, à Genève en Suisse.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans cet article et ne représentent pas nécessairement les vues, décisions ou politiques des institutions auxquelles ils sont affiliés.

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES
ACTION POUR LA NUTRITION
 2016-2025

Contexte

En proclamant 2016-2025 Décennie d'action pour la nutrition en avril 2016, l'assemblée générale des Nations Unies a engagé les États membres pour dix années d'actions cohérentes et soutenues en faveur de la nutrition¹. La Décennie d'action pour la nutrition offre une contrainte d'échéance unique et justifiable pour les pays et leurs partenaires afin de faire avancer l'agenda mondial concernant la nutrition (et notamment les objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé pour l'alimentation maternelle, des jeunes enfants et des nourrissons ainsi que les objectifs de développement durable concernant la nutrition et la sécurité alimentaire), mais elle cherche également à maintenir la question des progrès en matière de nutrition au sein des programmes des décideurs politiques, aux plus hauts niveaux nationaux et internationaux. La Décennie est un moyen de plaider en faveur de la mise en œuvre des politiques et du programme, des investissements accrus dans le domaine de la nutrition et du renforcement, ainsi que de l'alignement des efforts existants, afin de garantir aux populations l'accès à une alimentation saine.

L'engagement des pays à prendre des mesures est essentiel au soutien de la Décennie d'action pour la nutrition vis-à-vis de l'élaboration des politiques gouvernementales, des investissements et de l'action sur le terrain. Les nations sont encouragées à mettre en place des engagements SMART (spécifiques, mesurables, réalistes, adéquats et dans un délai

limité) qui aident l'ensemble des acteurs à comprendre quelle action est envisagée et à améliorer le suivi (par exemple, le Mouvement de renforcement de la nutrition (SUN), est impliqué dans la transformation SMART des engagements existants dans 60 pays SUN). Ces engagements, officiellement soumis au secrétariat de la Décennie², sont suivis régulièrement via des autoévaluations par pays. Lors de l'Assemblée mondiale de la santé en 2017, le Brésil et l'Équateur furent les deux premières nations à s'engager concrètement et de manière ambitieuse pour agir, suivis par l'Italie (un certain nombre d'autres gouvernements se sont engagés, par exemple à augmenter le financement domestique pour la nutrition, sans avoir envoyé de lettre officielle de confirmation). Les trois pays offrent un résumé de la manière dont ces engagements ont été traduits en actions, ainsi que quelques-uns des défis auxquels ils ont fait face.

Brésil

Le gouvernement brésilien s'est engagé sur un ensemble de 38 points, regroupés en 6 zones d'action de la Décennie d'action pour la nutrition, et a défini des mesures politiques spécifiques à entreprendre afin d'atteindre les objectifs fixés. Ces engagements font partie du *Plan national 2016-2019 de sécurité nutritionnelle et alimentaire du pays*, qui a défini des directives, des objectifs, des ressources et des outils pour l'évaluation et le suivi, impliquant différents secteurs de la société et du gouvernement, avec comme but commun une alimentation saine et adéquate.

¹ Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 1er avril 2016, 70/259, Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). A/RES/70/259 — <https://undocs.org/A/RES/70/259>.

² Dans sa résolution A/RES/70/259, l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé à la FAO et OMS d'assurer le secrétariat de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition

La coordination multisectorielle du Brésil est effectuée par la Chambre interministérielle pour la sécurité nutritionnelle et alimentaire, formée de 20 ministères et secrétariats spéciaux, alors que le suivi est effectué par le Conseil national pour la sécurité nutritionnelle et alimentaire, qui est, selon la loi, composé de deux tiers de représentants de la société civile (notamment, par exemple, des groupes autochtones et petits exploitants), et d'un tiers d'instances gouvernementales afin de garantir une participation sociale significative.

La priorité du Brésil au cours de la Décennie est de faire des progrès dans le domaine de la réduction des facteurs de risques et de la promotion de la santé pour le contrôle et la prévention des maladies non transmissibles (MNT), en accord avec les Plans nationaux s'attaquant aux MNT et en faveur de la sécurité nutritionnelle et alimentaire. La Décennie pour la nutrition a renforcé l'appui politique au programme de la nutrition au Brésil, comme en témoigne la création d'un nouveau programme pour la prévention et la gestion de l'obésité chez l'enfant. Le budget relatif aux activités de nutrition (organisées par le Ministère de la santé) a également augmenté de plus de 40 % ces quatre dernières années, et le programme réglementaire sur la prévention de l'obésité est une priorité actuelle en matière de santé publique.

Équateur

Pour l'Équateur, les engagements pris dans le cadre de la Décennie pour la nutrition ont mené le Gouvernement à réaffirmer sa responsabilité de lutter contre toutes les formes de malnutrition à travers le cycle de vie ainsi qu'à mettre en place des mesures qui visent les déterminants de la santé et de la nutrition.

Le Gouvernement a travaillé avec un ensemble d'acteurs appartenant à des institutions publiques et privées, à des organisations de la société civile et à la population en général afin d'établir le *Plan multisectoriel sur l'alimentation et la nutrition de l'Équateur pour 2018-2025*. Pour élaborer le plan, il a fallu cerner les atouts et les limites envisagés pour la mise en œuvre des mesures par chaque acteur assumant une coresponsabilité. Après avoir suivi ce processus de prise de conscience et de reconnaissance du contexte local, et grâce à la volonté politique résolue des plus hautes autorités, la première phase du plan est en cours de mise en œuvre. Cela se traduit par la mise en place d'un ensemble prioritaire de mesures d'intervention dans les secteurs de la santé, l'éducation et l'aide sociale, y compris le renforcement des réglementations et des stratégies visant à promouvoir une alimentation saine et la pratique d'exercices physiques, ainsi que des mesures concrètes qui favorisent la santé pendant les 1 000 premiers jours de la vie.

Italie

L'Italie a commencé de travailler sur la Décennie pour la nutrition en lançant le « National Working Group Tavolo Italia Decade per la nutrizione (NWG – Ita Decade) », en juillet 2017. Le NWG-Ita Decade, qui est à la fois multisectoriel et multipartite, a mis en œuvre un « Méta Projet » intégrant les dimensions nationale et internationale.

En juillet 2018, une première mesure nationale a consisté à lancer une plateforme Décennie pour la nutrition sur le site Web du Ministère de la santé afin de partager des informations sur la nutrition et l'alimentation saine préparées par les instituts de recherche et les ministères nationaux participant au NWG-Ita Decade. Les étapes suivantes seront axées sur l'élaboration d'un nouveau protocole,

Un client achète des légumes frais sur un stand de légumes dans un marché urbain en Italie



© FAO-Alessia Pierdomenico

conformément à l'accord de 2015³ entre le gouvernement et le secteur alimentaire sur les « produits alimentaires transformés » qui visait à définir plusieurs catégories de produits (viennoiseries, céréales, confiseries, boissons non alcoolisées, etc.) vis-à-vis desquelles le secteur alimentaire s'engage à réduire la teneur en sucre, en graisses saturées, en acides gras trans et en sel, parallèlement à un effort constant en vue de modifier les tailles des portions et de fournir des informations supplémentaires sur les étiquettes.

S'agissant des mesures internationales, le pays vise à lancer le « modèle d'alimentation saine » comme exemple de régime alimentaire durable et local qui respecte les collectivités et leurs spécificités géographiques, socioéconomiques et culturelles. Le modèle s'appuiera sur des échanges au sujet des régimes alimentaires durables et traditionnels, le régime méditerranéen par exemple, comme moyen de lutter contre toutes formes de malnutrition (y compris l'obésité, le surpoids et les carences en micronutriments).

Conclusion

Le Secrétaire général des Nations Unies, dans son premier rapport sur la mise en œuvre de la Décennie pour la nutrition, a souligné le besoin de transposer la mise en œuvre à plus grande échelle, d'augmenter les investissements en faveur de la nutrition, d'améliorer la cohérence des politiques et d'accroître le nombre d'engagements nationaux (la Décennie nutrition n'a aucun financement supplémentaire, mais encourage les pays à accélérer leurs efforts en ce sens). Des solutions abordables existent permettant de réduire toutes les formes de malnutrition, mais elles exigent, au niveau mondial, des visées plus ambitieuses et une action plus rigoureuse qu'il n'y a actuellement. Bien que seulement trois pays se soient engagés de manière formelle, il est à espérer que d'autres pays suivront, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable et à l'atteinte des cibles mondiales en matière de nutrition et en matière de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire.

³ www.salute.gov.it/imgs/C_17_pubblicazioni_2426_ulterioriallegati_ulterioriallegato_0_alleg.pdf

References

Mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). Rapport du Secrétaire général undocs.org/A/72/829

Renforcer l'action en nutrition : Un guide de ressource pour les pays basés sur les recommandations politiques de la Deuxième conférence internationale sur la nutrition (ICN2) (FAO et OMS) www.fao.org/3/ca1505en/CA1505EN.pdf



WFP/Benedicte Panisier

Un potager d'école communautaire au Sénégal



Des agriculteurs vendent leur production sur le marché de Farchana, au Tchad

WFP/Alexis Mascarelli

Outils en ligne



Extension de la bibliothèque pour les sujets sensible à la nutrition

La bibliothèque en ligne du Forum mondial pour le conseil rural est riche en informations utiles provenant de sources variées. En profiterait toute personne qui œuvre à renforcer les liens entre l'agriculture et la nutrition. Les documents comprennent des activités et des fiches d'information, des ressources de formation (telles que le New Extension Learning Kit [NELK], conçu pour une autoformation ou un apprentissage en face à face), des outils et des études de cas. www.g-fras.org/en/home-nwg-library.html. nelk.g-fras.org/index.php/en/

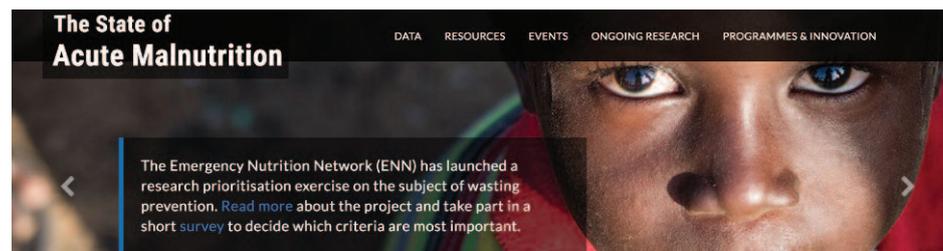
Le partage de solutions pour le développement rural Sud-Sud

Le Fonds international de développement agricole a développé le Rural Solutions Portal, une plateforme Web qui tire parti de l'apprentissage Sud-Sud afin de partager des innovations, des technologies, des processus et des méthodologies entre les pays et les régions, y compris des solutions pour améliorer les résultats en matière de nutrition. www.ruralsolutionsportal.org/



Site Web mis à jour sur la situation de la malnutrition aigüe

Ce site (qui existe en anglais et en français) contient maintenant plus de 1 800 ressources, y compris des informations sur les événements à venir, des données sur la couverture nationale et infranationale collectées par NutriDash (UNICEF) en 2016, ainsi que les évaluations conjointes sur la malnutrition infantile (UNICEF, OMS et Banque mondiale). www.acutemalnutrition.org



Campagne pour les filles

Une année après le lancement de sa campagne mondiale «With Good Nutrition She'll Grow Into It» («avec une bonne nutrition, elle y grandira»), Nutrition International lance la phase suivante, avec de nouveaux outils de médias sociaux permettant aux filles de diffuser le message et de devenir un chantre de la nutrition. Sur les 600 millions d'adolescentes vivant aujourd'hui dans le monde, 90 % habitent des pays en développement et se heurtent à des obstacles supplémentaires pour ce qui est d'atteindre leur plein potentiel. Une alimentation saine est fondamentale à l'éducation des filles, laquelle est elle-même essentielle pour les préparer à leur future carrière. www.nutritionintl.org/shellgrowintoit/



Créer des vidéos communautaires

Depuis 2008, Digital Green a collaboré avec des partenaires locaux et de petits exploitants agricoles afin de mettre au point, dans plus de 50 langues, plus de 6 000 vidéos adaptées aux réalités locales. Ce partage de connaissances à l'aide de vidéos aborde des thèmes tels que l'importance de se laver les mains ; les vidéos sur l'allaitement maternel sont partagées à travers les collectivités rurales indiennes, permettant d'améliorer les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. Une fois que les lacunes en matière d'information sont relevées, l'organisation de développement choisit des membres de la collectivité afin de les former à la production de vidéos. www.digitalgreen.org/videos/





Nouvelles orientations pour 2019-2020 et au-delà : Conclusions recueillies à l'issue de la réunion annuelle du groupe principal du Mouvement SUN

Un total de 29 champions de la nutrition faisant partie du groupe principal du Mouvement SUN se sont rassemblés pour leur réunion annuelle lors de la 73e Assemblée générale des Nations Unies à New York en 2018. À mi-parcours de la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN 2016-2020, le groupe principal s'est penché sur les conclusions préliminaires du bilan de mi-parcours du Mouvement SUN. En se basant sur les recommandations, le groupe principal a donné mandat au Comité exécutif de SUN pour avancer dans la mise en œuvre de ces conclusions et pour commander une évaluation indépendante du Mouvement SUN pour 2020.

Lors de la réunion, le groupe principal de SUN s'est engagé sur les actions suivantes et a encouragé les pays SUN ainsi que les structures de soutien SUN à faire de même :

1. *Protéger, promouvoir et renforcer l'accent mis sur les interventions en matière de nutrition pendant la période cruciale d'une durée de 1 000 jours, de la grossesse jusqu'au deuxième anniversaire de l'enfant.*
Le groupe a déclaré qu'une stratégie fondée sur les droits et axée sur les questions de la nutrition des jeunes filles et des femmes tout au long du cycle de vie — en mettant notamment l'accent sur l'adolescence comme étant la seconde fenêtre d'opportunité — nécessite d'être au centre des stratégies nationales en matière de nutrition. Il convient en particulier de donner aux adolescentes les moyens d'agir en tant qu'agent du changement pour l'amélioration de la nutrition (par exemple, prévenir les grossesses durant l'adolescence) ; et aux jeunes gens les moyens de s'engager comme champions de la nutrition. Le Mouvement SUN a évolué comme une plateforme d'apprentissage, de partage et de collaboration : par exemple, à travers le rapport annuel, les bulletins mensuels, les faits dans la pratique, les guides, les études de cas, les séminaires, les voyages d'échange entre pairs : tout ceci peut toutefois être renforcé pour aider les pays à mettre en œuvre des procédures en matière d'innovation et d'apprentissage et en se concentrant sur les pays les plus à risque de prendre du retard.
2. *Maintenir et renforcer la démarche du Mouvement SUN comme mouvement politique multisectoriel associant une multiplicité d'acteurs, en vue de consolider l'impact et les résultats en matière de nutrition.*
Le groupe a souhaité voir un niveau d'engagement plus élevé et une harmonisation institutionnelle plus importante entre les membres des réseaux SUN. Il est nécessaire que toutes les parties prenantes du Mouvement combattent l'esprit de « cloisonnement » et encouragent des liens plus forts entre les réseaux en vue de consolider l'autorité des gouvernements en matière de nutrition, notamment en coordonnant les interventions

pour le développement, ainsi que les projets et les programmes humanitaires dans des contextes fragiles afin d'instaurer sur le long-terme des mécanismes de résilience. Toutes les parties prenantes doivent contribuer au renforcement des capacités afin de coordonner et de mettre en œuvre les programmes de nutrition dans les pays SUN.

3. *Garantir le plus haut niveau d'appropriation nationale et de priorité dans un but d'amélioration de la nutrition.*
Il a été souligné que les gouvernements nationaux doivent être aux commandes du processus : un engagement a été pris visant à concevoir une perspective, un programme et un budget pour atteindre les objectifs. Le positionnement politique des points de liaison SUN au sein du gouvernement est essentiel pour soutenir cette gestion puisqu'ils doivent avoir le mandat pour rassembler tous les intervenants de tous les secteurs et pour s'assurer que le domaine de la nutrition reste une priorité. L'engagement des parlementaires doit être également renforcé et doit se concentrer davantage sur un engagement politique en contribuant à la formation d'un capital humain par le biais d'investissements dans les domaines de la nutrition, de la santé et de l'éducation des citoyens, et en donnant priorité aux mesures d'autonomisation des femmes et des filles.
 4. *L'égalité des sexes et l'autonomisation socioéconomique des femmes et des filles doivent figurer en haut de la liste des priorités et être intégrées dans la démarche du Mouvement SUN et dans les pays SUN.*
Le groupe principal aidera le Secrétariat du Mouvement SUN à élaborer, pour les pays SUN, les lignes directrices sur la façon de promouvoir dans la pratique l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, dans le but d'améliorer les résultats liés à la nutrition. Les lignes directrices seront mises en place en 2019.
 5. *Les pays SUN sont encouragés à intégrer une approche des systèmes alimentaires dans leurs plans nationaux de nutrition, en prenant en compte la chaîne de valeur de l'alimentation du producteur au consommateur, et à développer une approche systémique de la nutrition englobant la santé, l'alimentation et les systèmes de protection sociale.*
Le groupe principal a appelé à une mobilisation plus importante de la part des secteurs privés, notamment les petits exploitants, ainsi que les petites et les moyennes entreprises, et a souligné l'importance d'exploiter le réseau d'affaires de SUN pour ce faire.
- Les lignes directrices fournies par le groupe principal de SUN permettront de façonner les stratégies du Mouvement en 2019 et au-delà, et encourageront des actions dans les différents pays SUN et à travers les systèmes de soutien SUN.



ENN
32, Leopold Street, Oxford, OX4 1TW, UK
Tel: +44 (0)1 865 324996 Email: office@enonline.net
Charity registration no: 1115156. Company registration no: 4889844

Pour recevoir *Nutrition Exchange*, allez sur :
www.enonline.net/nex

